

# PREMIER TRIMESTRE

Rapport du premier trimestre  
de l'exercice 2020 aux actionnaires



## Groupe Canaccord Genuity Inc. annonce ses résultats du premier trimestre de l'exercice 2020

**Compte non tenu des éléments importants, résultat par action ordinaire de 0,23 \$<sup>1</sup> au premier trimestre**

TORONTO, le 6 août 2019 – Groupe Canaccord Genuity Inc. (Canaccord Genuity ou la Société, TSX : CF) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers du premier trimestre de l'exercice au 30 juin 2019.

« Nous avons affiché d'excellents résultats au premier trimestre, et l'exercice 2020 s'est amorcé sur une note positive, affirme Dan Daviau, président et chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity Inc. Nous avons continué à démontrer une stabilité accrue dans l'ensemble des activités de la Société et des régions où elle les exerce, alors que nous avons misé sur nos forces principales et pris des mesures visant à dégager des rendements supérieurs pour nos actionnaires. »

### Points saillants du premier trimestre de l'exercice

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

- Les produits des activités ordinaires trimestriels se sont élevés à 325,5 millions \$, un record pour le premier trimestre.
- Les produits des activités ordinaires tirés des services de consultation à marges plus élevées ont atteint leur niveau le plus important des trois dernières années.
- Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, 57 % du résultat par action après dilution est attribuable aux activités de gestion de patrimoine mondiale.
- Le total de l'actif pour le compte des clients de nos activités de gestion de patrimoine mondiales s'est hissé à 67,6 milliards \$, soit une hausse de 2,1 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le dividende trimestriel a augmenté, s'établissant à 0,05 \$ par action ordinaire.
- Après la clôture du trimestre, la Société a procédé à une offre publique de rachat importante aux termes de laquelle la Société a offert de racheter ses actions ordinaires, aux fins d'annulation, jusqu'à concurrence de 40,0 millions \$.

### Table des matières

Canaccord annonce ses résultats du premier trimestre	1	Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités	30	Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités	33
Rapport de gestion	5	États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités	31	Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	34
États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités	29	États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités	32		

	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport à l'exercice précédent	Trimestre clos le 31 mars T4/19	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	T1/20	T1/19			
Produits des activités ordinaires	325 508 \$	274 123 \$	18,7 %	284 808 \$	14,3 %
<b>Points saillants du premier trimestre de l'exercice – sur une base ajustée<sup>1</sup></b>					
Charges, compte non tenu des éléments importants <sup>1</sup>	286 978 \$	244 774 \$	17,2 %	262 587 \$	9,3 %
Résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants <sup>1</sup>	0,23 \$	0,19 \$	21,1 %	0,12 \$	91,7 %
Résultat net, compte non tenu des éléments importants <sup>1</sup>	30 654 \$	25 035 \$	22,4 %	16 610 \$	84,6 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, compte non tenu des éléments importants <sup>1-3</sup>	28 218 \$	21 651 \$	30,3 %	14 466 \$	95,1 %
<b>Points saillants du premier trimestre de l'exercice – IFRS</b>					
Charges	294 156 \$	252 241 \$	16,6 %	279 265 \$	5,3 %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,18 \$	0,14 \$	28,6 %	0,00 \$	négl.
Résultat net <sup>2</sup>	24 290 \$	18 649 \$	30,2 %	2 456 \$	négl.
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires <sup>3</sup>	21 854 \$	15 265 \$	43,2 %	312 \$	négl.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6 du rapport de gestion.

2) Avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées.

3) Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires correspond au résultat net ajusté en fonction des participations ne donnant pas le contrôle et des dividendes sur actions privilégiées.

## Points saillants – rendement des principaux secteurs d'activité

### Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Les activités de gestion mondiale de patrimoine combinées ont généré des produits des activités ordinaires de 129,7 millions \$ au premier trimestre de l'exercice, soit une hausse de 15,2 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, l'apport de ce secteur au résultat net avant impôt a progressé de 24,5 % d'un exercice à l'autre, s'élevant à 23,3 millions \$.

- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 71,9 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, ont affiché un résultat net de 14,0 millions \$ avant impôt au T1/20.
- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 57,8 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et avant impôt, a comptabilisé un résultat net de 9,3 millions \$ au T1/20.

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine de la Société en Amérique du Nord ont grimpé de 23,6 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui témoigne du dynamisme des activités transactionnelles et de la croissance des actifs soutenue liés aux activités de recrutement des conseillers en placement. La marge bénéficiaire avant impôt dans ce secteur d'activité s'est notamment améliorée de 16,0 % au cours du trimestre considéré, les charges autres que de rémunération étant revenues à un niveau plus normal. Au Royaume-Uni et en Europe, les produits des activités ordinaires du premier trimestre se sont accrus de 9,3 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires et de l'apport lié aux acquisitions de Thomas Miller Wealth Management Limited (« Thomas Miller ») et de McCarthy Taylor Ltd. (« McCarthy Taylor »).

Le total des actifs pour le compte des clients tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale de la Société a atteint 67,6 milliards \$ à la fin du premier trimestre de l'exercice.

- Les actifs pour le compte de clients en Amérique du Nord totalisaient 21,2 milliards \$ au 30 juin 2019, en hausse de 2,7 % en regard de 20,7 milliards \$ à la fin du trimestre précédent et de 12,2 % en regard de 18,9 milliards \$ au 30 juin 2018.
- Les actifs pour le compte de clients au Royaume-Uni et en Europe ont atteint 45,6 milliards \$ (27,4 milliards £) au 30 juin 2019, en hausse de 3,1 % en regard de 44,2 milliards \$ (25,4 milliards £) à la fin du trimestre précédent et en baisse de 1,9 % en regard de 46,4 milliards \$ (26,9 milliards £) au 30 juin 2018. Les résultats de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe reflètent l'apport des actifs pour le compte de nouveaux clients d'environ 1,5 milliard \$ liés à l'acquisition de Thomas Miller.

### Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Compte non tenu des éléments importants, ce secteur a inscrit un résultat net avant impôt de 20,4 millions \$ au cours du trimestre, ce qui représente une amélioration de 55,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. À l'échelle mondiale, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a enregistré des produits des activités ordinaires de 190,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice, soit une hausse de 21,7 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

- Marché des capitaux Canaccord Genuity a été chef de file ou cochef de file pour 51 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles lui ont permis de mobiliser un produit total de 3,7 milliards \$ CA au cours du T1/20.
- Marché des capitaux Canaccord Genuity a participé à 109 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles lui ont permis de mobiliser un produit total de 12,7 milliards \$ CA au cours du T1/20.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6 du rapport de gestion.

Au cours du trimestre considéré, les produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation ont augmenté respectivement de 21,9 % et de 117,0 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, l'apport le plus important émanant des activités de la Société au Canada et aux États-Unis. Marché des capitaux Canaccord Genuity a été le chef de file des activités de prise ferme d'actions au Canada pour le premier semestre de l'année civile 2019 selon les données du classement de FP Infomart. Les activités de Canaccord Genuity sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont affiché des produits des activités ordinaires trimestriels records, notamment du fait d'une hausse de 231 % des produits tirés des honoraires de consultation qui reflète la croissance interne et l'apport de l'acquisition de Petsky Prunier. Les activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe se sont maintenues au seuil de rentabilité, grâce à la diminution globale des charges par suite de la récente restructuration, ainsi qu'à l'accroissement des niveaux d'activité, essentiellement dans les secteurs de courtage et des services de consultation. Les produits des activités ordinaires et le résultat net dégagés par les activités de la Société sur les marchés des capitaux en Australie ont diminué par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais ont toutefois augmenté considérablement par rapport à ceux du T4/19, compte tenu de l'amélioration des niveaux d'activité liés aux actions de sociétés à petite et à moyenne capitalisation.

## Sommaire des faits saillants de la Société

---

Le 1<sup>er</sup> mai 2019, la Société a annoncé la conclusion de son acquisition de Thomas Miller Wealth Management Limited et des activités de gestion des placements des particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited.

Le 5 juin 2019, le conseil d'administration de la Société a mis en place une nouvelle politique en matière de dividendes selon laquelle la Société prévoit verser un dividende trimestriel d'au moins 0,05 \$ par action, sous réserve des conditions décrites dans le rapport de gestion. Cette décision témoigne de la stabilité accrue du secteur de gestion de patrimoine de la Société et s'appuie sur son profil de croissance attendue.

Par l'entremise de ses activités en Australie, la Société a annoncé, le 10 juin 2019, une entente visant l'acquisition de Patersons Securities Limited, société de services financiers australienne de premier plan menant des activités de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux. Cette acquisition permettra d'accroître les activités de gestion de patrimoine de la Société de façon importante dans cette région et met en place une plateforme robuste en vue de leur expansion. L'acquisition devrait se conclure au trimestre qui se terminera le 31 décembre 2019, soit au troisième trimestre de l'exercice 2020 de Groupe Canaccord Genuity.

Le 28 juin 2019, la Société a annoncé que le conseil d'administration de la Société avait approuvé qu'elle procède à une offre publique de rachat importante (offre) visant à racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40,0 millions \$ de ses actions ordinaires (actions ordinaires).

Le 3 juillet 2019, la Société a annoncé le lancement de l'offre publique de rachat importante et les conditions y afférentes. La Société réalisera l'offre selon le mécanisme de la vente aux enchères au rabais modifiée qui permettra aux actionnaires souhaitant y prendre part de déterminer individuellement le prix auquel ils sont disposés à vendre leurs actions ordinaires, lequel doit se situer dans une fourchette d'au moins 5,50 \$ et d'au plus 6,30 \$ l'action ordinaire (par tranche de 0,10 \$ l'action ordinaire). Les modalités de l'offre, y compris les instructions relatives au dépôt des actions ordinaires, se trouve dans l'offre de rachat officielle ainsi que dans la note d'information relative à une offre publique de rachat, la lettre d'envoi et l'avis de livraison garantie (collectivement, les « documents de l'offre »). L'offre expirera le 9 août 2019, à moins que l'offre ne soit prolongée ou retirée.

### Les éléments importants suivants ont eu une incidence sur les résultats du premier trimestre de l'exercice 2020 :

- L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises et des frais connexes à l'acquisition de Thomas Miller et de Petsky Prunier.
- Certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

## Sommaire des résultats du premier trimestre de l'exercice 2020 et des principales informations financières compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport à l'exercice précédent
	2019	2018	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	325 508 \$	274 123 \$	18,7 %
Total des charges selon les IFRS	294 156 \$	252 241 \$	16,6 %
<b><i>Produits des activités ordinaires</i></b>			
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	325 508 \$	274 123 \$	18,7 %
<b><i>Charges</i></b>			
<i>Éléments importants comptabilisés par Marché des capitaux Canaccord Genuity</i>			
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 471 \$	579 \$	326,8 %
Frais de restructuration	—	1 316 \$	-100 %
Frais connexes aux acquisitions	177 \$	1 173 \$	-84,9 %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>			
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 043 \$	2 856 \$	6,5 %
Frais connexes aux acquisitions	335 \$	—	négl.
Paiements incitatifs liés à l'acquisition	1 152 \$	1 543 \$	-25,3 %
Total des éléments importants	7 178 \$	7 467 \$	-3,9 %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	325 508 \$	274 123 \$	18,7 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	286 978 \$	244 774 \$	17,2 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	38 530 \$	29 349 \$	28,6 %
Impôt sur le résultat – ajusté	7 876 \$	4 314 \$	82,6 %
Résultat net – ajusté	30 654 \$	25 035 \$	22,4 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – ajusté	28 218 \$	21 651 \$	30,3 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6 du rapport de gestion.

## Situation financière à la fin du premier trimestre de 2020 comparativement au quatrième trimestre de 2019

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 585,5 millions \$, en baisse de 235,2 millions \$ par rapport à 820,7 millions \$
- Fonds de roulement de 547,2 millions \$, en baisse de 76,0 millions \$ par rapport à 623,2 millions \$
- Total des capitaux propres de 839,7 millions \$, en baisse de 36,7 millions \$ en regard de 876,4 millions \$
- Valeur comptable par action ordinaire après dilution de 6,20 \$, en baisse de 0,05 \$ par rapport à 6,25 \$

## Dividendes sur actions ordinaires et privilégiées

Le 6 août 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 10 septembre 2019 aux actionnaires inscrits le 30 août 2019.

Le 6 août 2019, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 septembre 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 13 septembre 2019.

Le 6 août 2019, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 septembre 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 13 septembre 2019.

---

## Rapport de gestion

Premier trimestre de l'exercice 2020 clos le 30 juin 2019 – ce document est daté du 6 août 2019

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats d'exploitation du trimestre clos le 30 juin 2019 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, le trimestre clos le 30 juin 2019 est aussi désigné par les termes « premier trimestre de 2020 », « T1/20 » et « premier trimestre de l'exercice 2020 ». Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc., et « Groupe Canaccord Genuity » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. « Marchés des capitaux Canaccord Genuity » désigne le secteur du financement de sociétés et des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2019, qui commencent à la page 29 du présent rapport, la notice annuelle datée du 26 juin 2019 et le rapport de gestion annuel de 2019, y compris les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (états financiers consolidés annuels audités), qui se trouvent dans le rapport annuel de la Société daté du 5 juin 2019 (rapport annuel de 2019). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2019, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

---

## Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, de la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats d'exploitation, la performance, les perspectives et les possibilités d'affaires de la Société. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Les facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers résumés intermédiaires non audités et les états financiers consolidés annuels audités de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle de 2019 déposés sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), de même que les facteurs dont il est question à la rubrique « Risques » du présent rapport de gestion qui aborde le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2021 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers résumés intermédiaires et les états financiers consolidés annuels audités de la Société et dans son rapport annuel de 2019 et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas non plus exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

---

## Présentation de l'information financière et des mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2019 (états financiers du premier trimestre de 2020) qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers du premier trimestre de 2020 ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), selon les méthodes comptables que la Société a adoptées pour la préparation de ses états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2019.

## MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

La Société utilise, comme mesure de la performance, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liées aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement en actions au gré de la Société d'un billet payable émis en contrepartie d'une acquisition et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires qui seraient alors en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des débetures convertibles et du billet payable, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat importante ou dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (RILT) de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale et comptabilisés dans les frais de développement, une perte liée à l'extinction des débetures convertibles inscrite aux fins comptables, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 11.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

## Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, « Jitneytrade ») sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada depuis la date de clôture du 6 juin 2018. De plus, les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC (« Petsky Prunier ») sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis depuis la date de clôture du 13 février 2019. Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comprend les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited (« Hargreave Hale ») depuis le 18 septembre 2017, les

résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Ltd. (renommée « CG McCarthy Ltd. » après le 30 juin 2019) (« McCarthy Taylor ») depuis la date de clôture du 29 janvier 2019 et les résultats d'exploitation de Thomas Miller Wealth Management Limited (renommée « CG Wealth Planning Ltd. » après le 30 juin 2019) (« Thomas Miller ») depuis la date de clôture du 1<sup>er</sup> mai 2019.

## Conjoncture du marché au cours du T1 de l'exercice 2020

### Contexte économique

Les tensions commerciales et les préoccupations au sujet de la croissance économique mondiale ont continué de faire les manchettes pendant le premier trimestre de l'exercice 2020. L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier et d'autres indicateurs avancés à l'échelle mondiale se sont détériorés davantage au cours du trimestre, et l'incertitude persiste quant aux négociations commerciales entre la Chine et les États-Unis. Les marchés boursiers et obligataires ont affiché des rendements positifs solides pendant le trimestre alors que la Réserve fédérale a ouvert la voie à une baisse des taux d'intérêt après avoir marqué une pause dans ses hausses. En ce qui a trait aux actions, le S&P 500, le S&P/TSX et les marchés émergents ont enregistré des rendements de respectivement 4,3 %, 2,6 % et 0,3 % au cours du trimestre. Le rendement des obligations américaines a reculé d'environ 40 pbb, et la Banque du Canada devrait laisser ses taux inchangés compte tenu de la bonne tenue de l'économie qui a donné lieu à une appréciation de 1,9 % du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

### Financement de sociétés et consultation

Les actions de croissance des sociétés à petite et moyenne capitalisation ont encore moins bien fait que les actions des sociétés à grande capitalisation durant le premier trimestre, mais il convient de souligner que puisque ces entités ont habituellement une moins grande portée mondiale que les entreprises à forte capitalisation, elles sont par conséquent moins vulnérables aux tensions commerciales et au ralentissement sur les marchés étrangers. Les prix des produits de base ont reculé pendant la période (-2,2 %), et le cours des actions de sociétés du secteur des ressources demeure peu élevé par rapport aux niveaux historiques. À notre avis, les activités de fusion et acquisition pourraient tirer parti de la faiblesse perçue des évaluations des titres des sociétés minières et du secteur de l'énergie et du contexte où les conditions de l'offre et les énergiques mesures de relance dans des marchés d'importation clés, comme la Chine et l'Inde, demeurent favorables aux prix des produits de base. Dans l'ensemble, nous nous attendons à ce que cette conjoncture favorable des marchés continue de soutenir nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs cibles, et ce, malgré un environnement macroéconomique difficile.

Valeur de l'indice à la fin du trimestre	T1/19		T2/19		T3/19		T4/19		T1/20		
	29 juin 2018	(D'un exercice à l'autre)	28 sept. 2018	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2018	(D'un exercice à l'autre)	29 mars 2019	(D'un exercice à l'autre)	28 juin 2019	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	277,6	8,3 %	259,8	-6,7 %	238,4	-21,0 %	262,4	-14,3 %	258,7	-6,8 %	-1,4 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	239,1	5,8 %	236,3	-2,1 %	218,6	-15,5 %	238,3	-8,7 %	239,3	-0,0 %	0,4 %

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché, et la réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition ou de restructuration. La faiblesse de la conjoncture économique et des marchés des capitaux mondiaux et les incertitudes concernant le Brexit et les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine pourraient gêner les activités de fusions et acquisitions et de mobilisation de capitaux visant le marché des sociétés à petite et moyenne capitalisation, mais, par contre, faire fructifier nos activités de restructuration.

## Négociation

Le volume de négociation des actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation sur certains marchés où nous menons des activités a diminué au T1/20 comparativement aux niveaux atteints il y a un an. À plus long terme, nous prévoyons que nos clients pourraient intensifier leurs activités de rotation sectorielle à mesure que la croissance des bénéficiaires ralentit à l'échelle mondiale et que les banques centrales renforcent leurs mesures visant à soutenir l'économie. Pour le reste, les investisseurs ont continué de se tourner vers les placements passifs, et nous nous attendons à ce que les règles de la directive MiFID II aient une incidence négative sur le volume de négociation à moyen et à long terme.

Valeur moyenne au cours du trimestre/de l'exercice	T1/19		T2/19		T3/19		T4/19		T1/20			Exercice 2019	
	29 juin 2018	(D'un exercice à l'autre)	28 sept. 2018	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2018	(D'un exercice à l'autre)	29 mars 2019	(D'un exercice à l'autre)	28 juin 2019	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)	28 juin 2019	(D'un exercice à l'autre)
Russell 2000	1608,2	15,7 %	1698,4	19,9 %	1496,8	-1,0 %	1509,0	-2,9 %	1549,0	-3,7 %	2,7 %	1578,1	7,5 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	1932,6	1,7 %	2011,4	15,2 %	1824,1	-1,6 %	1845,1	-3,6 %	1917,1	-0,8 %	3,9 %	1903,2	5,1 %
FTSE 100	7544,7	2,1 %	7553,0	2,3 %	6991,6	-6,5 %	7061,3	-4,0 %	7357,4	-2,5 %	4,2 %	7287,4	-1,5 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1115,8	4,5 %	1123,5	4,9 %	1012,0	-8,7 %	1027,2	-7,0 %	1076,6	-3,5 %	4,8 %	1069,6	-1,7 %
S&P/TSX	15872,1	2,6 %	16303,8	7,4 %	15042,0	-5,9 %	15621,7	-0,8 %	16374,1	3,2 %	4,8 %	15707,6	0,7 %

## Gestion de patrimoine mondiale

Dans l'ensemble, les investisseurs ont enregistré des rendements élevés dans toutes les catégories d'actifs au cours du premier trimestre de l'exercice 2020. Les actions mondiales ont progressé de 3,8 %, principalement grâce aux rendements dégagés par le S&P 500 (+4,3 %) et le S&P/TSX (+2,6 %), tandis que les actions des marchés émergents (+0,3 %) ont moins bien fait que celles des marchés mondiaux. Les obligations ont également eu une incidence positive sur les portefeuilles équilibrés, les bons du Trésor américain à 10 ans ayant offert aux investisseurs un rendement de 4,4 % au cours de la même période. Pour les investisseurs canadiens, la vigueur du dollar canadien a probablement eu pour effet de réduire le rendement des placements libellés en dollars américains et en euros. Somme toute, malgré un contexte économique difficile, les portefeuilles équilibrés ont tiré parti de l'incidence combinée de la hausse du cours des actions et de la baisse du rendement des obligations. Par conséquent, le total des actifs pour le compte de clients dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine a poursuivi sa progression au cours du T1/20.

	T1/19 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	T2/19 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	T3/19 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	T4/19 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	T1/20 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	Exercice 2019 – Variation (d'un exercice à l'autre)
Rendement total (hors monnaies étrangères)						
S&P 500	3,4 %	7,7 %	-13,5 %	13,6 %	4,3 %	9,5 %
S&P/TSX	6,8 %	-0,6 %	-10,1 %	13,3 %	2,6 %	8,1 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	-3,4 %	0,1 %	-7,3 %	9,9 %	0,3 %	-1,6 %
MSCI MONDE	0,7 %	4,4 %	-12,7 %	12,3 %	3,8 %	3,2 %
INDICE S&P GS COMMODITY	8,0 %	1,3 %	-22,9 %	15,0 %	-1,4 %	-3,0 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	-0,6 %	-1,5 %	4,6 %	3,0 %	4,4 %	5,5 %
\$ CA/\$ US	-1,8 %	1,8 %	-5,4 %	2,2 %	1,9 %	-3,4 %
\$ CA/€	3,5 %	2,4 %	-4,2 %	4,5 %	0,6 %	6,1 %

## Perspectives

Jusqu'à maintenant, le dynamisme du marché de l'emploi, la faiblesse de l'inflation, la liquidité des marchés du crédit et la souplesse des conditions financières ont continué de favoriser la croissance et de soutenir les marchés boursiers élargis. Vu ce contexte, et à moins d'une correction marquée des marchés financiers, nous prévoyons que les actifs de nos activités de gestion de patrimoine continueront de progresser de manière marquée, renforçant ainsi les efforts constants que nous déployons pour accroître l'envergure de ce secteur au moyen d'acquisitions et d'activités de recrutement. Nous nous attendons à ce que l'augmentation de la volatilité des marchés exerce une incidence favorable sur nos activités de placement pour compte alors que les clients modifient la composition de leurs actifs et la répartition de ces actifs dans différents secteurs. Enfin, nous croyons que les transactions de fusion et acquisition devraient demeurer robustes dans nos principaux secteurs cibles tandis que nous intensifions nos efforts pour hausser l'apport de nos activités de consultation. L'expérience nous apprend que les activités de fusion et acquisition ont tendance à s'intensifier vers la fin d'un cycle d'expansion économique, et nous pensons que nous sommes actuellement dans cette phase.

## À PROPOS DES ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

### Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc. (TSX : CF), qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à être la référence en matière de banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

### Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

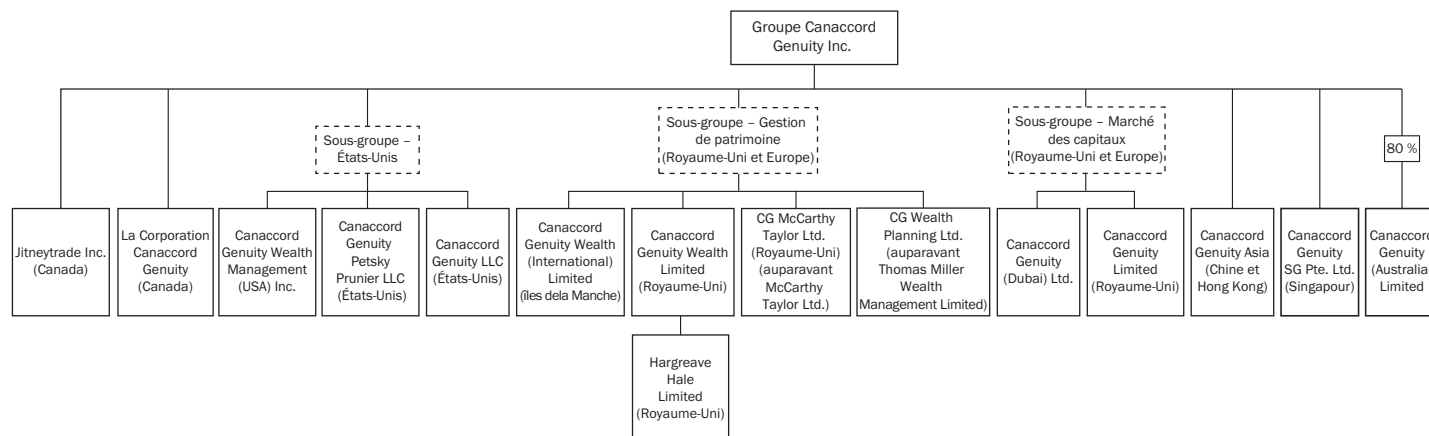
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.



## Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes informatiques de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et des autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

## Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation de Groupe Canaccord Genuity au 31 juillet 2019.

La Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited (80 % au 31 mars 2019); toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 30 juin 2019, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. [85 % au 31 mars 2019].

## Résultats d'exploitation consolidés

### SOMMAIRE DES DONNÉES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020<sup>1, 2, 7</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages et le nombre d'employés)	Trimestres clos les 30 juin			Variation entre le T1/20 et le T1/19
	2019	2018	2017	
<b>Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)</b>				
Produits des activités ordinaires				
Commissions et honoraires	141 792 \$	136 380 \$	104 955 \$	4,0 %
Financement de sociétés	84 801	67 521	40 696	25,6 %
Honoraires de consultation	53 804	24 914	18 896	116,0 %
Négociation à titre de contrepartiste	25 073	30 908	25 887	(18,9) %
Intérêts	15 185	9 246	5 176	64,2 %
Autre	4 853	5 154	4 198	(5,8) %
Total des produits des activités ordinaires	321 508	274 123	199 808	18,7 %
Charges				
Charge de rémunération	194 908	166 333	128 711	17,2 %
Autres charges indirectes <sup>3</sup>	98 467	83 408	70 237	18,1 %
Frais connexes aux acquisitions	512	1 173	2 184	(56,4) %
Frais de restructuration <sup>4</sup>	—	1 316	448	négl.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	269	11	—	négl.
Total des charges	294 156	252 241	201 580	16,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat	31 352	21 882	(1 772)	43,3 %
Résultat net	24 290	18 649	(2 560) \$	30,2 %
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires de GCGI	23 907	17 616	(2 262) \$	37,4 %
Participations ne donnant pas le contrôle	85	1 033	(298) \$	(91,8) %
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,18 \$	0,14 \$	(0,05) \$	28,6 %
Dividendes par action ordinaire	0,05 \$	0,01 \$	0,01 \$	négl.
Valeur comptable par action ordinaire après dilution <sup>5</sup>	6,20 \$	5,52 \$	4,91 \$	12,3 %
Total de l'actif	5 358 496 \$	4 221 836 \$	3 623 250 \$	26,9 %
Total du passif	4 516 513 \$	3 387 010 \$	2 868 892 \$	33,3 %
Participations ne donnant pas le contrôle	2 296 \$	15 259 \$	12 481 \$	(85,0) %
Total des capitaux propres	839 687 \$	819 567 \$	741 877 \$	2,4 %
Nombre d'employés	2 128	2 038	1 697	4,5 %
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>6</sup></b>				
Total des produits des activités ordinaires	325 508	274 123	199 808 \$	18,7 %
Total des charges	286 978	244 774	197 044 \$	17,2 %
Résultat avant impôt sur le résultat	38 530	29 349	2 764	31,3 %
Résultat net	30 654	25 035	1 615	22,4 %
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires de GCGI	30 569	24 002	1 913	27,4 %
Participations ne donnant pas le contrôle	85	1 033	(298)	(91,8) %
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,23 \$	0,19 \$	(0,01) \$	négl.

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour le trimestre clos le 30 juin 2019 (42 % pour le trimestre clos le 30 juin 2018 et 42 % pour le trimestre clos le 30 juin 2017).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et de l'actif au titre du droit d'utilisation et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration comptabilisés pour le trimestre clos le 30 juin 2018 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration pour le trimestre clos le 30 juin 2017 étaient liés à la clôture de certaines transactions de négociation à nos bureaux de Dublin, qui faisaient partie de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

5) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liée aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement d'un billet payable en actions au gré de la Société et de la conversion des débiteures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des billets payables et des débiteures convertibles, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat importante ou dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

6) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.

7) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsy Prunier depuis le 13 février 2019 et de Thomas Miller depuis le 1<sup>er</sup> mai 2019.

négl. : négligeable

p. p. : points de pourcentage

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS<sup>1</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2019	2018	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	325 508 \$	274 123 \$	18,7 %
Total des charges selon les IFRS	294 156	252 241	16,6 %
<i>Produits des activités ordinaires</i>			
<i>Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants</i>	325 508	274 123	18,7 %
<i>Charges</i>			
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>			
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 471	579	326,8 %
Frais de restructuration	—	1 316	(100) %
Frais connexes aux acquisitions	177	1 173	(84,9) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>			
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 043	2 856	6,5 %
Frais connexes aux acquisitions	335	—	négl.
Paiements incitatifs liés à l'acquisition <sup>2</sup>	1 152	1 543	(25,3) %
Total des éléments importants	7 178	7 467	(3,9) %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	325 508	274 123	18,7 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	286 978	244 774	17,2 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	38 530	29 349	31,3 %
Impôt sur le résultat – ajusté	7 876	4 314	82,6 %
Résultat net – ajusté	30 654 \$	25 035 \$	22,4 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	28 218	21 651	30,3 %
Résultat par action ordinaire de base, ajusté	0,28 \$	0,23 \$	21,7 %
Résultat par action ordinaire, après dilution, ajusté	0,23 \$	0,19 \$	21,1 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

2) Les coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement.

négl. : négligeable

## Change

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. Cette fluctuation du change a contribué à une partie de la variation de postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

## Régions

Nos activités à Dubaï sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni ». Notre région Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong.

## Goodwill

Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

Malgré cette évaluation faite au 30 juin 2019, des changements au contexte économique ou un contexte économique incertain pourraient faire changer cette évaluation. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada ou à Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

## Produits des activités ordinaires

### Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2019 ont atteint 325,5 millions \$, en hausse de 18,7 %, ou 51,4 millions \$, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au T1/20, le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity a enregistré une augmentation de 33,9 millions \$ ou 21,7 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des produits tirés du financement de sociétés comptabilisés au titre de nos activités au Canada et par la progression des produits tirés des honoraires de consultation générés par nos activités aux États-Unis. L'augmentation de 17,2 millions \$ des produits des activités ordinaires générés par notre secteur mondial Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en regard des produits du T1/19 a également contribué à la hausse globale des produits consolidés.

Dans le secteur d'exploitation Marchés des capitaux Canaccord Genuity, nos activités aux États-Unis ont affiché une forte progression comparativement au T1/19, avec une hausse des produits des activités ordinaires de 17,9 millions \$, ou 23,4 %, qui s'explique essentiellement par une augmentation des produits tirés des honoraires de consultation, laquelle reflète la croissance interne et l'apport de l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19. Nos activités au Canada ont continué de participer à de nombreuses transactions dans le secteur du cannabis, lesquelles ont contribué à la hausse des produits tirés des activités de financement de sociétés comptabilisés au T1/20 en comparaison des produits de la période correspondante de l'exercice précédent. Au Royaume-Uni, les produits des activités ordinaires ont affiché une légère augmentation de 0,6 million \$, ou 2,8 %, comparativement à ceux du T1/19, grâce à l'accroissement du niveau d'activité dans les secteurs du courtage et des services de consultation. Ces hausses ont été contrebalancées par une baisse des produits des activités ordinaires de 3,1 millions \$, ou 25,3 %, dans nos activités en Australie découlant principalement du ralentissement de l'activité de financement de sociétés au cours du trimestre considéré.

Grâce à la progression des produits tirés des honoraires, attribuable à l'augmentation des actifs pour le compte de clients et à l'apport des acquisitions de McCarthy Taylor et de Thomas Miller, les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont augmenté de 6,1 millions \$, ou 9,3 %, par rapport à ceux du T1/19. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires ont grimpé de 4,4 millions £, ou 11,7 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont progressé de 11,0 millions \$, ou 23,6 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 30 juin 2018, ce qui s'explique par la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires et des produits d'intérêts liés aux comptes sur marge des particuliers et par la montée des produits tirés du financement de sociétés reflétant l'augmentation de la participation des particuliers dans les nouvelles émissions d'actions dans le cadre de nos activités au Canada.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. S'établissant à 141,8 millions \$, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 5,4 millions \$, ou 4,0 %, par rapport à ceux du T1/19. Comme il a déjà été mentionné, l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine grâce aux acquisitions conclues récemment au Royaume-Uni et en Europe et l'accélération de nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont été le principal inducteur de l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires au T1/20 par rapport au T1/19. Cette augmentation de nos activités de gestion de patrimoine a été contrebalancée par une diminution de 4,2 millions \$, ou 10,6 %, des produits tirés des commissions et des honoraires dans nos activités sur les marchés des capitaux, diminution qui s'explique surtout par la baisse des volumes de négociation et par le recul des produits des activités ordinaires dégagés auprès de nos clients institutionnels dans le cadre de nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont progressé de 17,3 millions \$, ou 25,6 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour se fixer à 84,8 millions \$ au T1/20, du fait d'une amélioration de la conjoncture de marché ayant donné lieu à une augmentation des activités sur les marchés des capitaux. Toutes les régions où nous exerçons nos principales activités ont vu les produits tirés des activités de financement de sociétés augmenter, sauf en Australie, où les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont établis à 5,4 millions \$ au T1/20, en baisse par rapport à 8,7 millions \$ au T1/19.

Les produits tirés des honoraires de consultation se sont chiffrés à 53,8 millions \$, en hausse de 28,9 millions \$, ou 116,0 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Comme il a déjà été mentionné, nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont affiché la plus forte progression au chapitre des produits tirés des honoraires de consultation, en partie grâce à l'apport, depuis le T4/19, de Petsky Prunier dont nous avons conclu l'acquisition récemment. Nos activités au Royaume-Uni ont généré des produits tirés des honoraires de consultation en hausse de 3,2 millions \$ au T1/20 par rapport à ceux du T1/19 grâce à la réalisation de certains mandats.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont chiffrés à 25,1 millions \$ au T1/20, soit un recul de 5,8 millions \$, ou 18,9 %, par rapport à ceux du T1/19, qui découle surtout d'une baisse des activités sur les marchés et de nos activités de négociation sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent et qui a généré peu de possibilités de profits de négociation.

Les produits d'intérêts se sont établis à 15,2 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2019, une hausse de 5,9 millions \$, ou 64,2 %, comparativement à ceux du T1/19, qui est surtout attribuable à nos activités au Canada et qui découle de l'augmentation des soldes des comptes sur marge des clients et de l'accroissement des produits tirés de prêt de titres. Les produits divers ont été de 4,9 millions \$ au T1/20, ce qui représente une légère baisse de 0,3 million \$, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

## Charges

Les charges pour le trimestre clos le 30 juin 2019 se sont établies à 294,2 millions \$, en hausse de 16,6 %, ou 41,9 millions \$, en regard de celles du T1/19. Compte tenu de l'augmentation des produits des activités ordinaires au cours du trimestre et de la nature invariable de certaines composantes de la charge de rémunération au rendement et des autres charges indirectes, le total des charges, compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 1,1 point de pourcentage par rapport au trimestre clos le 30 juin 2018.

## CHARGES EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2019	2018	
Charge de rémunération	59,9 %	60,7 %	(0,8) p. p.
Autres charges indirectes <sup>1</sup>	30,2 %	30,4 %	(0,2) p. p.
Frais de restructuration	0,0 %	0,5 %	(0,5) p. p.
Frais connexes aux acquisitions	0,2 %	0,4 %	(0,2) p. p.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	0,1 %	0,0 %	0,1 p. p.
<b>Total</b>	<b>90,4 %</b>	<b>92,0 %</b>	<b>(1,6) p. p.</b>

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.  
p. p. : points de pourcentage

## Charge de rémunération

### Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Depuis le T1/20, les charges qui étaient auparavant comptabilisées à titre de charge de rémunération au rendement et de charges salariales sont regroupées dans les coûts de rémunération. Ce reclassement reflète la nouvelle façon adoptée par la direction pour passer en revue et surveiller notre structure de rémunération. Les informations comparatives ont été retraitées en conséquence.

La charge de rémunération s'est chiffrée à 194,9 millions \$ au T1/20, en hausse de 28,6 millions \$, ou 17,2 %, par rapport à celle du T1/19, ce qui concorde avec la hausse des produits des activités ordinaires enregistrée au cours du trimestre. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué légèrement, passant de 60,7 % au T1/19 à 59,9 % au T1/20.

## AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2019	2018	
Frais de négociation	20 120 \$	18 500 \$	8,8 %
Locaux et matériel	4 784	9 947	(51,9) %
Communications et technologie	16 358	15 186	7,7 %
Intérêts	8 111	5 594	45,0 %
Frais d'administration	30 367	23 684	28,2 %
Amortissement <sup>1</sup>	7 936	6 638	19,6 %
Amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation	5 582	—	négl.
Frais de développement	5 209	3 859	35,0 %
<b>Total des autres charges indirectes</b>	<b>98 467 \$</b>	<b>83 408 \$</b>	<b>18,1 %</b>

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 11.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

### **Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019**

Les autres charges indirectes ont été de 98,5 millions \$ au T1/20, ce qui représente une hausse de 18,1 % par rapport à celles du T1/19. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes se sont fixées à 30,3 % au T1/20, en regard de 30,4 % au T1/19, soit une légère diminution de 0,1 %. Afin de soutenir l'augmentation de nos effectifs, l'intensification des activités sur les marchés des capitaux et l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine du fait des acquisitions récentes au Royaume-Uni et en Europe et de la croissance au Canada, toutes les autres charges indirectes ont augmenté par rapport à celles du trimestre clos le 30 juin 2018, à l'exception des frais liés aux locaux et au matériel qui ont reculé de 5,2 millions \$, neutralisant ainsi la hausse de la charge d'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation décrite ci-après.

Par suite de l'adoption de la nouvelle norme comptable IFRS 16, *Contrats de location*, les paiements de loyer ne sont plus comptabilisés dans les frais liés aux locaux et au matériel. À la place, des actifs au titre du droit d'utilisation sont établis et des obligations locatives d'un montant correspondant sont inscrits dans l'état de la situation financière. Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, la Société a comptabilisé une charge d'amortissement relative aux actifs au titre du droit d'utilisation de 5,6 millions \$ et une charge d'intérêts relative aux obligations locatives de 1,7 million \$. Les informations comparatives des périodes antérieures n'ont pas été retraitées dans le cadre de l'adoption de l'IFRS 16. Pour le T1/20, ce changement de méthode comptable a donné lieu à une baisse des frais liés aux locaux et au matériel de 5,2 millions \$, ou 51,9 %, comparativement au T1/19, et une charge correspondante de 5,6 millions \$ pour l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation a été comptabilisée pour la période considérée.

L'augmentation des effectifs en lien avec l'expansion de nos activités a contribué à une hausse des frais liés aux communications et à la technologie de 1,2 million \$, ou 7,7 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. De plus, la charge d'amortissement a augmenté de 1,3 million \$, ou 19,6 %, comparativement à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de Petsky Prunier et de McCarthy Taylor au T4/19. Les frais de développement ont également progressé de 1,4 million \$ par rapport à ceux du trimestre clos le 30 juin 2018, ce qui s'explique en partie par les coûts relatifs aux mesures incitatives à l'intention des nouveaux employés qui sont comptabilisés dans nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

Les frais d'administration, qui comprennent les réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont augmenté de 6,7 millions \$, ou 28,2 %, en comparaison de ceux du T1/19. La plus importante augmentation a été enregistrée par nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, qui ont fait état d'une hausse des frais d'administration de 5,1 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique par les frais supplémentaires liés aux conférences et d'autres frais de promotion et de déplacement engagés pour soutenir la croissance de ces activités. Il y a également eu une augmentation des frais d'administration de 2,2 millions \$ dans nos activités aux États-Unis en lien avec une hausse des frais de promotion et de déplacement. En ce qui concerne nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, les frais d'administration ont augmenté de 1,7 million \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2019, ce qui s'explique par la hausse du niveau d'activité et l'accroissement des effectifs dans ce secteur d'exploitation, ainsi que des réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre juridique en cours.

La charge d'intérêts a augmenté de 2,5 millions \$ par rapport à celle du T1/19, ce qui découle en partie de la charge d'intérêts comptabilisée au titre des obligations locatives au T1/20, comme il a été mentionné précédemment. De plus, la charge d'intérêts a également augmenté dans le secteur Non sectoriel et autres en raison du solde de capital plus élevé au titre des débetures convertibles et des hausses correspondantes reflétées dans la charge d'intérêts.

La hausse des frais de négociation engagés dans nos activités au Canada a été le principal inducteur de l'augmentation de 1,6 million \$ des frais de négociation au T1/20 comparativement à ceux du T1/19, ce qui est conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires.

Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés au T1/20. Des frais de restructuration de 1,3 million \$ avaient été comptabilisés pour la période correspondante de l'exercice précédent dans le cadre des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

### **Impôt sur le résultat**

#### **Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019**

Le taux d'impôt effectif pour le T1/20 s'est établi à 22,5 %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 14,8 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à la non-comptabilisation de certains actifs d'impôt différé de nos établissements à l'étranger.

### **Résultat net**

#### **Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019**

Au T1/20, le résultat net s'est établi à 24,3 millions \$, comparativement à un résultat net de 18,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat par action ordinaire après dilution a été de 0,18 \$ au T1/20, par rapport à un résultat par action ordinaire après dilution de 0,14 \$ au T1/19.

Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, qui comprennent l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles, les frais connexes aux acquisitions et certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale, et avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées, le résultat net s'est chiffré à 30,7 millions \$ pour le T1/20, comparativement à un résultat net de 25,0 millions \$ au T1/19. Le résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, a été de 0,23 \$ au T1/20, par rapport à un résultat par action ordinaire après dilution, compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, de 0,19 \$ au T1/19.

<sup>1</sup> Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

## Résultats d'exploitation par secteur d'activité

### MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY<sup>1, 2, 6</sup>

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2019	2018	
Produits des activités ordinaires	190 023 \$	156 172 \$	21,7 %
Charges			
Charge de rémunération	109 602	91 840	19,3 %
Frais de restructuration <sup>3</sup>	—	1 316	(100) %
Frais connexes aux acquisitions	177	1 173	(84,9) %
Autres charges indirectes	57 922	47 442	22,1 %
Total des charges	167 701	141 771	18,3 %
Imputations intersectorielles <sup>4</sup>	4 545	4 305	5,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>4</sup>	17 777 \$	10 096 \$	76,1 %
Nombre d'employés	793	776	2,2 %
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>5</sup></b>			
Total des charges	165 053 \$	138 703 \$	19,0 %
Imputations intersectorielles <sup>4</sup>	4 545	4 305	5,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>4</sup>	20 425 \$	13 164 \$	55,2 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity au trimestre clos le 30 juin 2019 (42 % au trimestre clos le 30 juin 2018).

3) Les frais de restructuration pour le trimestre clos le 30 juin 2018 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

4) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des frais intersectoriels imputés. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 21.

5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 11.

6) Les résultats d'exploitation de Jitneytrade sont pris en compte depuis le 6 juin 2018 et ceux de Petsy Prunier depuis le 13 février 2019.

négl. : négligeable

Le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Marchés des capitaux Canaccord Genuity compte des établissements dans 21 villes réparties dans neuf pays à l'échelle mondiale.

Les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires de consultation gagnés dans le cadre du financement de sociétés et de la consultation, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Marchés des capitaux Canaccord Genuity.

### PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2019	2018	
Canada	33,9 %	29,3 %	4,6 p. p.
Royaume-Uni	11,8 %	14,0 %	(2,2) p. p.
États-Unis	49,5 %	48,8 %	0,7 p. p.
Australie	4,8 %	7,9 %	(3,1) p. p.
Autres établissements à l'étranger	négl.	négl.	négl.
	100,0 %	100,0 %	

p. p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

**Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019****Produits des activités ordinaires**

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 190,0 millions \$ au cours du T1/20, soit 21,7 %, ou 33,9 millions \$ de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires ont augmenté dans nos activités aux États-Unis, où ils ont progressé de 17,9 millions \$, ou 23,4 %, par rapport à ceux du T1/19, principalement en raison de la hausse des produits tirés des honoraires de consultation, laquelle reflète l'apport de l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont affiché une hausse des produits des activités ordinaires de 18,5 millions \$, ou 40,3 %, comparativement au trimestre clos le 30 juin 2018, car la Société a continué de participer à de nombreuses transactions dans l'industrie du cannabis. Les produits des activités ordinaires générés par nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni ont affiché une légère progression de 0,6 million \$, ou 2,8 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par une diminution de 3,1 millions \$, ou 25,3 %, des produits tirés de nos activités en Australie par rapport aux importants produits des activités ordinaires générés au cours du T1/19, ce qui s'explique principalement par une réduction du nombre de transactions de financement de sociétés au cours du trimestre.

**Charges**

Les charges pour le T1/20 ont été de 167,7 millions \$, en hausse de 18,3 millions \$, ou 25,9 %, par rapport à celle du T1/19. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 2,0 points de pourcentage par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse des produits des activités ordinaires et de la nature fixe de certaines charges indirectes et de certaines composantes de la charge de rémunération au rendement.

**Charges de rémunération**

La charge de rémunération du T1/20 a augmenté de 17,8 millions \$, ou 19,3 %, par rapport à celle du T1/19, du fait de l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est chiffrée à 57,7 %, une baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport à celle du T1/19.

Au Canada, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 2,7 points de pourcentage par rapport à celle du T1/19, essentiellement du fait de la hausse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel. Nos activités aux États-Unis ont affiché une hausse de 3,2 points de pourcentage, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui découle en partie d'une augmentation des coûts fixes du personnel. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités au Royaume-Uni a reculé de 15,2 points de pourcentage en raison d'une baisse des coûts fixes du personnel consécutive aux mesures de restructuration entreprises à la fin de l'exercice 2019. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités en Australie a représenté 66,2 % au T1/20, soit une hausse de 8,0 points de pourcentage par rapport au T1/19 qui s'explique par la baisse des produits des activités ordinaires au T1/20 et par la nature invariable de certains coûts fixes du personnel, lesquelles ont eu une incidence négative sur le ratio de rémunération au T1/20.

**CHARGE DE RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY**

	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2019	2018	
Canada	49,8 %	52,5 %	(2,7) p. p.
Royaume-Uni	59,3 %	74,5 %	(15,2) p. p.
États-Unis	61,1 %	58,0 %	3,1 p. p.
Australie	66,2 %	58,2 %	8,0 p. p.
Autres établissements à l'étranger	négl.	négl.	négl.
<b>Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)</b>	<b>57,7 %</b>	<b>58,8 %</b>	<b>(1,1) p. p.</b>

p. p. : points de pourcentage  
négl. : négligeable

**Autres charges indirectes**

Le total des autres charges indirectes compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup> au T1/20 s'est établi à 55,5 millions \$ ou 29,2 % en pourcentage des produits des activités ordinaires.

Les frais d'administration au T1/20 se sont établis à 18,6 millions \$, soit une hausse de 6,5 millions \$, ou 54,0 %, par rapport au T1/19, ce qui s'explique en partie par la hausse des honoraires professionnels et des frais de promotion et de déplacement engagés afin de soutenir la croissance des activités et des effectifs dans nos activités au Canada et aux États-Unis. De plus, la charge d'intérêts a augmenté de 1,2 million \$, ou 44,2 %, en raison de la hausse des frais d'emprunt de titres.

Ainsi qu'il a été mentionné précédemment, la modification de la norme comptable relative aux contrats de location a donné lieu à une baisse de 3,1 millions \$ des frais liés aux locaux et au matériel, comparativement à ceux du T1/19, et à une augmentation correspondante de l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation. La charge d'amortissement du T1/20 a été aussi influencée par l'amortissement des immobilisations incorporelles en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19.

Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés pour le trimestre clos le 30 juin 2019. Des frais de restructuration de 1,3 million \$ avaient été comptabilisés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent en lien avec nos activités au Royaume-Uni.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.



### Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, a été de 17,8 millions \$ au T1/20, comparativement à un résultat net de 10,1 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, s'est établi à 20,4 millions \$ au T1/20, par rapport à un résultat avant impôt sur le résultat de 13,2 millions \$ au T1/19. L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat est principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos activités canadiennes et américaines au T1/20, combinée à une réduction des charges indirectes.

### GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services donnant droit à des honoraires, des intérêts sur marge et des commissions et honoraires gagnés relativement aux transactions de financement de sociétés et aux transactions mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

### GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AMÉRIQUE DU NORD)<sup>1</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2019	2018	
Produits des activités ordinaires	57 818 \$	46 789 \$	23,6 %
Charges			
Charge de rémunération	33 492	26 607	25,9 %
Autres charges indirectes	11 354	11 981	(5,3) %
Total des charges	44 846 \$	38 588 \$	16,2 %
Imputations intersectorielles <sup>2</sup>	3 712	3 043	22,0 %
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>2</sup>	9 260 \$	5 158 \$	79,5 %
ASG – Canada (discretionnaires) <sup>3</sup>	4 346	3 721	16,8 %
ASA – Canada <sup>4</sup>	21 223	18 921	12,2 %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	153	148	3,4 %
Nombre d'employés	427	412	3,6 %
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>5</sup></b>			
Total des charges	44 846 \$	38 588 \$	16,2 %
Imputations intersectorielles <sup>2</sup>	3 712	3 043	22,0 %
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>2</sup>	9 260 \$	5 158 \$	79,5 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 21.

3) Les ASG au Canada sont les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

4) Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par la Société, dont celle-ci tire des commissions et des honoraires, et comprennent les ASG.

5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 11.

négl. : négligeable

### Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 57,8 millions \$, en hausse de 11,0 millions \$, ou 23,6 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 30 juin 2018. Cette hausse est attribuable à la progression des produits tirés des commissions et des honoraires ainsi qu'à l'augmentation de l'intérêt sur les activités de prêt de titres et sur les comptes sur marge.

Les ASA – Canada ont affiché une hausse de 12,2 %, passant de 18,9 milliards \$ au 30 juin 2018 à 21,2 milliards \$ au 30 juin 2019, ce qui s'explique par nos initiatives soutenues de développement dans ce secteur. On comptait 153 équipes de conseillers au Canada, soit cinq de plus qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires dans nos activités en Amérique du Nord en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont progressé de 1,5 point de pourcentage par rapport à ceux du T1/19 et ont représenté 35,0 % des produits de gestion de patrimoine au Canada au premier trimestre de l'exercice 2020.

Le total des charges pour le T1/20 a été de 44,8 millions \$, en hausse de 6,3 millions \$, ou 16,2 %, par rapport à celui du T1/19. Le total de la charge de rémunération a augmenté de 6,9 millions \$, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement pendant le trimestre. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,1 point de pourcentage, pour s'établir à 57,9 % au T1/20, par rapport à celle du T1/19.

Les autres charges indirectes ont diminué de 0,6 million \$, par rapport à celles du trimestre clos le 30 juin 2018, principalement en raison de la baisse des frais d'administration. En raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires et de la nature invariable de certaines charges indirectes, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 4,9 points de pourcentage par rapport à celui du T1/19.

Les frais liés aux locaux et au matériel ont baissé de 0,8 million \$, comparativement à ceux du T1/19, par suite du changement de méthode comptable pour les contrats de location comme il a été mentionné précédemment, et une charge correspondante de 0,5 million \$ pour l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation a été comptabilisée au T1/20. La baisse des frais d'administration et des frais liés aux locaux et au matériel a été contrebalancée par une hausse de 0,9 million \$ des frais de négociation, ce qui est conforme à la progression des produits tirés des commissions et des honoraires, et par des frais de développement de 0,5 million \$ liés à nos activités de recrutement dans ce secteur.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est chiffré à 9,3 millions \$ au T1/20, comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 5,2 millions \$ au T1/19, essentiellement du fait de la hausse nette des produits des activités ordinaires compte tenu des coûts de nature variable.

## GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY AU ROYAUME-UNI ET EN EUROPE<sup>1, 5</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2019	2018	
Produits des activités ordinaires	71 923 \$	65 787 \$	9,3 %
Charges			
Charge de rémunération	39 211	37 942	3,3 %
Autres charges indirectes	22 577	18 393	22,7 %
Frais connexes aux acquisitions	335	—	négl.
Total des charges	62 123	56 335	10,3 %
Imputations intersectorielles <sup>2</sup>	301	304	(1,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>2</sup>	9 499	9 148	3,8 %
ASG – Royaume-Uni et Europe <sup>3</sup>	45 574	46 434	1,9 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	218	190	14,7 %
Nombre d'employés	593	559	6,1 %
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>4</sup></b>			
Total des charges	57 593 \$	51 936 \$	10,9 %
Imputations intersectorielles <sup>2</sup>	301	304	(1,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>2</sup>	14 029	13 547	3,6 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 21.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 11.

5) Comprend les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor, société acquise le 29 janvier 2019, et les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis la date d'acquisition du 1<sup>er</sup> mai 2019.

### Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Pour le T1/20, les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor sont pris en compte depuis la date de clôture du 29 janvier 2019 et ceux de Thomas Miller, après la date de clôture du 1<sup>er</sup> mai 2019.

Les produits des activités ordinaires générés par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations du niveau des activités de négociation. Au T1/20, les produits des activités ordinaires se sont établis à 71,9 millions \$, en hausse de 9,3 % en regard du T1/19. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont élevés à 41,9 millions £ au T1/20, en hausse de 11,7 % comparativement à 37,5 millions £ au T1/19, ce qui reflète la croissance soutenue de ce secteur d'activité et l'expansion découlant des récentes acquisitions de McCarthy Taylor et de Thomas Miller.

Au 30 juin 2019, les ASG au Royaume-Uni et en Europe s'établissaient à 45,6 milliards \$, en baisse de 1,9 % par rapport à 46,4 milliards \$ au 30 juin 2018. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 2,1 %, passant de 26,9 milliards £ au 30 juin 2018 à 27,4 milliards £ au 30 juin 2019. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 73,3 % du total des produits des activités ordinaires au T1/20, ce qui représente une hausse de 3,1 points de pourcentage.

Sous l'influence de l'augmentation des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération totale a augmenté de 1,3 million \$, ou 3,3 %, au T1/20 comparativement au trimestre clos le 30 juin 2018. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 3,2 points de pourcentage, passant de 57,7 % au T1/19 à 54,5 % au T1/20, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel.

Les autres charges indirectes se sont chiffrées à 22,6 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2019, en hausse de 22,7 % par rapport à 18,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais d'administration ont augmenté de 1,7 million \$ ou 42,9 % comparativement à ceux du trimestre clos le 30 juin 2018, notamment en raison de réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre juridique en cours. La baisse de 1,0 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel a été contrebalancée par une hausse de la charge d'amortissement liée aux actifs au titre du droit d'utilisation inscrite au cours du trimestre considéré par suite de la modification de la norme comptable relative aux contrats de location. L'augmentation de 0,7 million \$ des frais de développement par rapport au T1/19 est attribuable à l'expansion de ce secteur.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 9,5 millions \$ par rapport à 9,1 millions \$ au T1/19. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, qui comprennent les frais connexes aux acquisitions, l'amortissement d'immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises et certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est élevé à 14,0 millions \$, soit 0,5 million \$ de plus que celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète les synergies réalisées et l'apport net positif de notre expansion dans cette division.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

**NON SECTORIEL ET AUTRES<sup>1</sup>**

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2019	2018	
Produits des activités ordinaires	5 744 \$	5 375 \$	6,9 %
Charges			
Charge de rémunération	12 603	9 944	26,7 %
Autres charges indirectes	6 614	5 592	18,3 %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	269	11	négl.
Total des charges	19 486	15 547	25,3 %
Imputations intersectorielles <sup>2</sup>	(8 558)	(7 652)	11,8 %
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>2</sup>	(5 184)	(2 520)	105,7 %
Nombre d'employés	315	291	8,2 %
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>3</sup></b>			
Total des charges	19 486 \$	15 547 \$	25,3 %
Imputations intersectorielles <sup>2</sup>	(8 558)	(7 652)	11,8 %
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>2</sup>	(5 184)	(2 520)	105,7 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 21.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 11.

Ce secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges au titre de la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Il comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société au Canada, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes informatiques, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

**Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019**

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres pour le trimestre clos le 30 juin 2019 se sont chiffrés à 5,7 millions \$, soit une légère hausse de 0,4 million \$ par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges se sont établies à 19,5 millions \$ au T1/20, en hausse de 3,9 millions \$, ou 25,3 %, par rapport à celles du trimestre clos le 30 juin 2018. La charge de rémunération a augmenté de 2,7 millions \$, ou 26,7 %, par rapport à celle du trimestre clos le 30 juin 2018, ce qui découle de la rentabilité accrue de la Société, ainsi que de l'augmentation des effectifs pour soutenir la croissance de nos activités de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux au Canada.

La hausse de 1,0 million \$ des autres charges indirectes par rapport à celles du T1/19 découle principalement de l'augmentation de la charge d'intérêts en lien avec les débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles émises au T2/19.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 5,2 millions \$ au T1/20, comparativement à une perte de 2,5 millions \$ au T1/19.

## Résultats trimestriels

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois la transaction pratiquement conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres clos au plus tard le 30 juin 2019. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons entre trimestres des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2020		Exercice 2019				Exercice 2018		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	
Produits des activités ordinaires									
Marchés des capitaux									
Canaccord Genuity	190 023 \$	160 047 \$	209 373 \$	178 734 \$	156 172 \$	200 687 \$	196 203 \$	118 880 \$	
Gestion de patrimoine									
Canaccord Genuity :									
Amérique du Nord	57 818	53 636	54 202	52 199	46 789	51 455	48 428	32 081	
Royaume-Uni et Europe	71 923	63 494	61 777	63 927	65 787	64 923	60 945	37 482	
Non sectoriel et autres	5 744	7 631	6 248	5 176	5 375	5 015	3 866	3 104	
Total des produits des activités ordinaires	325 508	284 808	331 600	300 036	274 123	322 080	309 442	191 547	
Résultat net	24 290 \$	2 456 \$	32 458 \$	18 019 \$	18 649 \$	(9 703) \$	36 598 \$	(7 258) \$	
Résultat par action									
ordinaire – de base	0,22 \$	0,00 \$	0,31 \$	0,11 \$	0,16 \$	(0,15) \$	0,35 \$	(0,11) \$	
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,18 \$	0,00 \$	0,25 \$	0,09 \$	0,14 \$	(0,15) \$	0,29 \$	(0,11) \$	
Résultat net, compte non tenu des éléments importants <sup>1</sup>	30 654 \$	16 610 \$	36 843 \$	28 867 \$	25 035 \$	37 312 \$	39 182 \$	3 548 \$	
Résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants <sup>1</sup> – de base	0,28 \$	0,15 \$	0,35 \$	0,27 \$	0,23 \$	0,36 \$	0,38 \$	0,01 \$	
Résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants <sup>1</sup> – après dilution	0,23 \$	0,12 \$	0,28 \$	0,23 \$	0,19 \$	0,28 \$	0,31 \$	0,01 \$	

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

Grâce à la hausse des activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs cibles au cours des derniers trimestres et à la hausse de l'apport de nos activités de gestion de patrimoine mondiale, la Société a continué d'afficher des produits des activités ordinaires et un résultat net élevés. Les produits des activités ordinaires se sont établis à 325,5 millions \$ au T1/20, ce qui représente une hausse de 18,7 % comparativement au T1/19 et une légère baisse de 1,8 % par rapport au T3/19, période pour laquelle les produits des activités ordinaires avaient atteint le montant record de 331,6 millions \$. Toutes nos activités principales ont été rentables au T1/20, hormis nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, qui ont généré une légère perte de 0,2 million \$.

La division Marchés des capitaux Canaccord Genuity, qui a bénéficié de l'intensification des activités sur les marchés au cours des derniers trimestres, a vu ses produits des activités ordinaires augmenter de 21,7 % par rapport au T1/19, du fait principalement d'une hausse des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation comptabilisés dans nos activités au Canada et aux États-Unis. Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont tiré parti de notre participation à de nombreuses transactions dans le secteur du cannabis au cours des derniers trimestres, plus particulièrement durant la deuxième partie de l'exercice de 2019 et au cours du T1/20. L'augmentation des produits tirés du financement de sociétés reflète également les profits générés par nos positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus résultant de transactions entreprises au cours de la période considérée et des périodes précédentes.

Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis se sont établis à 94,1 millions \$, une hausse de 23,4 % par rapport à ceux du T1/19 et de 28,1 % par rapport à ceux du T4/19, et ils représentent les produits des activités ordinaires les plus élevés des huit derniers trimestres pour ce secteur d'exploitation. Cette hausse des produits des activités ordinaires est attribuable à la hausse des activités de consultation en partie liée à l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19, contrebalancée par une baisse des produits tirés des activités de négociation à

titre de contrepartiste. La rentabilité de nos activités aux États-Unis a augmenté au cours des derniers trimestres, atteignant 9,5 millions \$ au T1/20 compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, ce qui représente une fois de plus le niveau le plus élevé des huit derniers trimestres.

En ce qui a trait à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, une période prolongée d'incertitude, tant sur le plan politique que sur les marchés au Royaume-Uni, a eu une incidence sur nos activités de mobilisation de capitaux, nos activités de consultation et nos activités connexes, entraînant une baisse des produits des activités ordinaires et de la rentabilité. Grâce aux mesures de restructuration entreprises à la fin de l'exercice 2019, nos activités au Royaume-Uni ont presque atteint le seuil de rentabilité au T1/20, ce qui représente une amélioration considérable par rapport aux pertes importantes subies au cours des derniers trimestres.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités en Australie se sont chiffrés à 9,2 millions \$ au T1/20, en hausse de 5,9 millions \$, ou 180,5 %, par rapport à ceux du T4/19, mais en baisse de 25,3 %, comparativement aux produits records qui avaient été enregistrés au T1/19. Nos activités en Australie ont souffert du ralentissement des activités de financement au cours du deuxième semestre de l'exercice de 2019. La hausse des produits des activités ordinaires de cette région, particulièrement au cours du T4/18 et du T3/18, s'explique par les bénéfices et les profits comptabilisés dans certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période considérée et des périodes précédentes. Compte tenu de la baisse des prix du marché au T4/19 et au T1/20, les pertes latentes inhérentes aux positions susmentionnées ont fait diminuer les profits comptabilisés au cours des trimestres précédents.

Grâce à nos investissements soutenus dans cette division, les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord du T1/20 ont augmenté de 11,0 %, ou 23,6 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente également leur niveau le plus élevé des huit derniers trimestres. Outre une hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, les produits des activités ordinaires attribuables aux activités de financement de sociétés de ce secteur ont également connu une hausse importante au cours des trois derniers trimestres, reflétant l'augmentation de la participation des particuliers dans les nouvelles émissions d'actions dans le cadre de nos activités au Canada, en raison de la hausse de l'activité associée à des secteurs nouveaux et en développement comme celui du cannabis. Le résultat avant impôt de 9,3 millions \$ au T1/20 représente une marge bénéficiaire avant impôt de 16,0 %, ce qui fait de la période considérée un trimestre record au chapitre du rendement pour ce secteur. Les actifs sous administration, y compris les actifs sous gestion, ont augmenté de 12,2 % par rapport à ceux du T1/19 et de 2,7 %, comparativement à ceux du trimestre précédent.

Les activités de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ont connu une expansion au cours des deux derniers exercices grâce aux acquisitions de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller. Les produits des activités ordinaires générés dans cette région ont augmenté de 9,3 % par rapport à ceux du T1/19 et de 13,3 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Malgré l'augmentation des charges d'exploitation de cette région du fait de l'expansion de nos activités et de l'augmentation des effectifs, la marge bénéficiaire est demeurée solide à 19,5 % au T1/20 compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>. À la fin du T1/20, les produits tirés des honoraires s'établissaient à 73,3 %, soit une augmentation de 3,1 points de pourcentage par rapport au T1/19. Les actifs sous gestion pour ce groupe ont diminué de 1,9 %, pour s'établir à 45,6 milliards \$ à la fin du T1/20, comparativement à 46,4 milliards \$ à la fin du T1/19.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les produits d'intérêts et les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien.

## Frais insectoriels imputés

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

## Situation financière

Certains postes de l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité du T1/20 ont enregistré les variations décrites ci-dessous par rapport aux états financiers consolidés annuels audités.

### ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 585,5 millions \$ au 30 juin 2019, comparativement à 820,7 millions \$ au 31 mars 2019. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » à la page 22.

Les titres détenus s'établissaient à 1,4 milliard \$ au 30 juin 2019 en regard de 690,5 millions \$ au 31 mars 2019, principalement en raison d'une augmentation du nombre d'actions et de débentures convertibles détenues au 30 juin 2019 en lien avec des conventions de prise ferme.

Les créances clients s'inscrivaient à 2,6 milliards \$ au 30 juin 2019, en comparaison de 2,7 milliards \$ au 31 mars 2019, ce qui s'explique surtout par une baisse des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières et des clients.

Le goodwill atteignait 379,7 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 171,6 millions \$, au 30 juin 2019. Au 31 mars 2019, le goodwill s'établissait à 370,2 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 154,5 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc, d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier et de Thomas Miller.

À la suite de l'adoption de l'IFRS 16, norme relative à la comptabilisation des contrats de location, des actifs au titre du droit d'utilisation de 110,1 millions \$ ont été comptabilisés au 30 juin 2019.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 6.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 58,2 millions \$ au 30 juin 2019, comparativement à 56,6 millions \$ au 31 mars 2019.

## PASSIFS

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 30 juin 2019, la Société disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un montant total de 638,5 millions \$(743,6 millions \$ au 31 mars 2019). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de la dette subordonnée, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 juin 2019, la Société n'avait pas de dette bancaire.

Les titres vendus à découvert se chiffraient à 540,7 millions \$ au 30 juin 2019, contre 373,4 millions \$ au 31 mars 2019, essentiellement en raison d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 3,5 milliards \$ au 30 juin 2019, une hausse par rapport à 3,1 milliards \$ au 31 mars 2019, attribuable principalement aux augmentations des sommes dues aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer, d'autres passifs à long terme et les passifs d'impôt différé, étaient de 25,7 millions \$ au 30 juin 2019, une augmentation par rapport à 22,6 millions \$ au 31 mars 2019. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des passifs d'impôt différé.

Des obligations locatives de 120,0 millions \$ ont également été comptabilisées au 30 juin 2019 en raison de l'adoption de l'IFRS 16.

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ (69,2 millions \$ CA au 30 juin 2019) pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2019, la Société a contracté un emprunt supplémentaire de 17,0 millions £ (28,3 millions \$) en lien avec l'acquisition de Thomas Miller. Au 30 juin 2019, le solde impayé, déduction faite des frais de financement non amortis, était de 50,8 millions £ (84,4 millions \$) (34,3 millions £ (59,7 millions \$) au 31 mars 2019). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans. L'emprunt portait intérêt au taux annuel de 2,8829 % au 30 juin 2019 (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019).

Une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de respectivement 9,7 millions \$ et 112,9 millions \$ ont été comptabilisées au 30 juin 2019 dans le cadre des acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier ainsi que de Thomas Miller (respectivement 22,2 millions \$ et 108,3 millions \$ au 31 mars 2019). Il y avait également un billet payable de 5,5 millions \$ lié à l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 2,3 millions \$ au 30 juin 2019, en comparaison de 2,0 millions \$ au 31 mars 2019, ce qui représente 15 % de l'actif net de nos activités en Australie (15 % au 31 mars 2019).

## Arrangements hors bilan

Au 30 juin 2019, une filiale de la Société avait une lettre de crédit de soutien irrévocable garantie auprès d'une institution financière totalisant 2,8 millions \$(2,1 millions \$ US) (2,8 millions \$(2,1 millions \$ US) au 31 mars 2019) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston et à New York.

## Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 juin 2019 et au 31 mars 2019, la Société n'avait aucun solde impayé sur sa dette bancaire.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau qui suit résume les obligations contractuelles à long terme de la Société au 30 juin 2019 :

(en milliers \$ CA)	Total	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période			
		Exercice 2021	Exercice 2022 – Exercice 2023	Exercice 2024 – Exercice 2025	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	111 081	20 276	44 235	30 459	16 111
Emprunt bancaire <sup>1</sup>	88 924	8 972	31 961	47 991	—
Débiteures convertibles <sup>2</sup>	165 906	8 295	16 591	141 020	—
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>365 911</b>	<b>37 543</b>	<b>92 787</b>	<b>219 470</b>	<b>16 111</b>

1) L'emprunt bancaire comprend la facilité de crédit de 40 000 000 £ obtenue pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de Hargreave Hale et la facilité de crédit de 15 000 000 \$ liée à l'acquisition de Thomas Miller. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux annuel de 2,8829 % (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019) et est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts sur une période de quatre ans, et vient à échéance en septembre 2023. Le solde actuel est de 50,8 millions £.

2) Les débiteures convertibles se composent de débiteures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (débiteures) émises au T2/19. Les débiteures portent intérêt au taux annuel de 6,25 % et viennent à échéance le 31 décembre 2023. Dans certaines circonstances, la Société pourrait racheter les débiteures à compter du 31 décembre 2021.

## Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, les bons de souscription, les débiteures convertibles, le surplus d'apport, les résultats non distribués (déficit) et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 30 juin 2019, la trésorerie et les équivalents

de trésorerie étaient de 585,5 millions \$, en baisse de 235,2 millions \$ par rapport à 820,7 millions \$ au 31 mars 2019. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2019, un montant de 18,2 millions \$ a été utilisé dans le cadre des activités de financement, en raison essentiellement de l'achat d'actions ordinaires dans le cadre du RILT et du versement de dividendes en espèces sur les actions ordinaires et privilégiées, contrebalancé en partie par le produit tiré d'un emprunt bancaire. Un montant de 32,8 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour l'acquisition de Thomas Miller et l'acquisition d'une participation dans une entreprise associée. Un montant de 165,3 millions \$ a été affecté aux activités d'exploitation, principalement en raison des variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une baisse de 19,0 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

En comparaison avec le trimestre clos le 30 juin 2018, le montant affecté aux activités de financement a augmenté de 0,1 million \$. Le montant affecté aux activités d'investissement a augmenté de 24,9 millions \$ au cours du trimestre clos le 30 juin 2019, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est principalement lié à l'acquisition de Thomas Miller. Les variations des soldes des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement ont entraîné une baisse de 74,1 millions \$ des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation. De plus, les soldes de trésorerie ont diminué de 12,7 millions \$ en raison l'incidence du change sur les soldes de trésorerie au T1/20 par rapport à ceux du T1/19. Dans l'ensemble, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 153,8 millions \$, passant de 739,3 millions \$ au 30 juin 2018 à 585,5 millions \$ au 30 juin 2019.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

## Débetures convertibles

Le 22 août 2018, la Société a réalisé la clôture de son placement par voie de prise ferme de débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, mobilisant ainsi un produit brut de 59 225 000 \$(débetures offertes). Parallèlement, la Société a réalisé la clôture de son placement privé sans courtier avec un important gestionnaire d'actifs canadien, mobilisant un produit brut de 73 500 000 \$, lequel, combiné avec le produit brut issu des débetures offertes, représente un montant en capital total de 132 725 000 \$(conjointement avec les débetures offertes, les « débetures convertibles »). Le produit du placement privé sans courtier a servi à rembourser les débetures convertibles émises en octobre 2016 d'un montant en capital de 60 000 000 \$ et une prime de 13 500 000 \$ pour un total de 73 500 000 \$.

Les débetures convertibles portent intérêt au taux annuel de 6,25 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de décembre et de juin de chaque année à compter du 31 décembre 2018. Les débetures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 10,00 \$ par action ordinaire. Les débetures convertibles viendront à échéance le 31 décembre 2023 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2021.

## Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 30 juin	
	2019	2018
<b>Actions privilégiées</b>		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
<b>Actions ordinaires</b>		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis <sup>1</sup>	106 540 215	96 502 248
Nombre d'actions émises et en circulation <sup>2</sup>	115 747 558	113 548 507
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution <sup>3</sup>	132 759 400	124 645 638
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	100 084 773	94 363 223
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution <sup>4</sup>	129 909 773	117 540 585

1) Exclut 9 207 343 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 9 207 343 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 18 362 438 actions, nets des renonciations.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution.

Le 10 août 2018, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2018 au 14 août 2019, jusqu'à concurrence de 5 677 589 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2019, aucune action n'a été rachetée et annulée dans le cadre de l'OPRCNA.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de

l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des achats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 15 août 2018 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 14 août 2019) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 60 212 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2018 à juillet 2018 (25 % du volume de négociation quotidien moyen de 240 851 actions ordinaires).

Au 31 juillet 2019, 115 750 177 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

## Régimes de paiement fondé sur des actions

---

Aucune mise à jour n'a été apportée aux régimes de paiement fondé sur des actions présentés dans le rapport annuel de 2019.

## Instruments financiers

---

### CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 30 juin 2019, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 6,1 millions \$ US, une diminution de 32,6 millions \$ US par rapport au 30 juin 2018. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 6,0 millions \$ US, une augmentation de 4,6 millions \$ US par rapport au 30 juin 2018. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

### CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. La Société a également commencé à négocier d'autres types de contrats à terme standardisés, y compris, sans toutefois s'y limiter, les contrats à terme standardisés sur indice boursier et les contrats à terme standardisés sur marchandises.

Au 30 juin 2019, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations du Canada en cours s'établissait à une position vendeur de 1,0 million \$ (position acheteur de 0,1 million \$ au 31 mars 2019). Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 juin 2019, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours des États-Unis s'établissait à une position acheteur de 0,4 million \$(0,3 million \$ US) (néant au 31 mars 2019).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

## Transactions avec des parties liées

---

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société. Une liste des filiales agissant à titre de contreparties et des sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figure à la note 22 des états financiers consolidés annuels audités.

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de la Société se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un régime d'unités d'actions liées au rendement et un régime d'options sur actions liées au rendement. Les administrateurs ont le droit d'acheter des unités d'actions différées (UAD).



Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

(en milliers \$ CA)	30 juin 2019	31 mars 2019
Créances clients	1 699 \$	837 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 041	942

## Méthodes comptables critiques et estimations

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2019 ont été dressés selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

La préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits des activités ordinaires, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés pour la répartition préliminaire du prix d'acquisition, notamment dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller.

En particulier, l'évaluation de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée requiert l'utilisation par la direction des meilleures estimations pour déterminer la juste valeur au moyen des projections des flux de trésorerie actualisés, qui emploient les hypothèses clés sur les flux de trésorerie futurs, les projections en matière de croissance et les taux d'actualisation. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction n'ont pas changé au cours du premier trimestre de l'exercice 2020 et sont présentées dans notre rapport annuel de 2019 sous « Méthodes comptables critiques et estimations ».

## Modifications des méthodes comptables

Les méthodes comptables utilisées pour la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du T1/20 cadrent avec celles présentées à la note 5 dans les états financiers consolidés annuels audités, à l'exception des nouvelles normes comptables présentées ci-après adoptées à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019 :

### IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17). La principale différence réside dans le fait que la comptabilisation par le preneur selon l'IFRS 16 ne distinguera plus les contrats de location simple des contrats de location-financement comme le faisait l'IAS 17, les traitant plutôt, pour la plupart, comme les contrats désignés comme des contrats de location-financement selon l'IAS 17. Selon la nouvelle norme, le preneur est tenu de comptabiliser des actifs et des passifs à l'égard de la plupart des contrats de location, sauf si l'exemption relative avec contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou l'exemption relative aux contrats de location à court terme (dont la durée est de 12 mois ou moins) est appliquée.

Lorsqu'un contrat de location est conforme à la définition qui en est donnée dans l'IFRS 16, une obligation locative liée aux paiements de loyer futurs est comptabilisée à la date de début ainsi qu'un actif non courant qui correspond au droit d'utilisation du bien sous-jacent pendant la durée du contrat de location. Plutôt que d'être inscrits en charges locatives dans les comptes de résultat consolidés, les coûts de location sont comptabilisés sous forme d'amortissement pour l'actif au titre du droit d'utilisation et d'intérêts sur l'obligation locative. L'IFRS 16 a également pour effet d'augmenter les charges sur les premières années du contrat de location (lorsque l'encours de l'obligation locative et, en l'occurrence, la charge d'intérêts sont plus élevés) même si le total des charges et des flux de trésorerie sur la durée du contrat est identique selon l'IFRS 16 et l'IAS 17.

La Société a appliqué les dispositions de l'IFRS 16 à l'égard de l'exercice clos le 31 mars 2020 selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent. La Société a également choisi d'appliquer l'exemption qui lui permet de ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation ni d'obligation locative découlant de ces contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou pour les contrats de location à court terme (dont la durée est de douze mois ou moins). En outre, la Société a appliqué les dispositions transitoires suivantes qui lui permettent de faire ce qui suit :

- Considérer tous les contrats de location venant à terme dans les douze mois suivant la date de transition comme des contrats de location à court terme
- Appliquer un taux d'actualisation unique à tous les contrats de location
- S'appuyer sur les évaluations antérieures de contrats de location déficitaires en vertu de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*

- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre du droit d'utilisation à la date de transition
- Utiliser des connaissances acquises a posteriori pour la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation

Par conséquent, par suite de l'adoption de l'IFRS 16 le 1<sup>er</sup> avril 2019, la Société a comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative d'un montant correspondant pour chaque contrat de location (sous réserve de l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et de l'exemption relative aux contrats de location à court terme décrites précédemment). Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyer attendus avec des actifs au titre du droit d'utilisation reflétant les mêmes valeurs après les ajustements au titre des paiements de loyer effectués d'avance et des contrats de location déficitaires, le cas échéant.

Au 1<sup>er</sup> avril 2019, la Société a comptabilisé dans ses états de la situation financière consolidé un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante d'un montant de respectivement 117,4 millions \$ et 126,2 millions \$. Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, la Société a comptabilisé une charge d'amortissement relative à l'actif au titre du droit d'utilisation de 5,6 millions \$ et une charge d'intérêts relative à l'obligation locative de 1,7 million \$.

## Interprétation IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

Cette interprétation traite de la comptabilisation des impôts sur le résultat en cas d'incertitude qui influe sur l'application de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Elle ne s'applique pas aux impôts et droits ou taxes qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'IAS 12, pas plus qu'elle ne spécifie d'exigences relatives aux intérêts et aux pénalités associés aux traitements fiscaux incertains. Cette interprétation répond aux questions suivantes :

- L'entité considère-t-elle les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement?
- Que suppose l'entité relativement au contrôle des traitements fiscaux par l'administration fiscale?
- Comment l'entité détermine-t-elle le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt?
- Comment l'entité tient-elle compte des changements dans les faits et circonstances?

L'entité doit déterminer si elle devrait considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux. L'entité doit appliquer la méthode qui fournit la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

La Société doit exercer un jugement important afin de relever les incertitudes relatives aux traitements fiscaux. Puisque la Société mène ses activités dans un environnement multinational complexe, elle a évalué l'incidence de l'interprétation sur ses états financiers consolidés.

Par suite de l'adoption de l'interprétation le 1<sup>er</sup> avril 2019, la Société a cherché à déterminer si elle détient des positions fiscales incertaines, notamment en matière de prix de transfert. Les déclarations fiscales que la Société et ses filiales produisent dans différents territoires comprennent des déductions liées aux prix de transfert, et les administrations fiscales pourraient contester ces traitements fiscaux. Après avoir examiné sa conformité à l'égard de ses obligations fiscales et de l'établissement des prix de transfert, la Société a déterminé qu'il est probable que ses traitements fiscaux (y compris ceux liés à ses filiales) seront acceptés par les administrations fiscales. L'interprétation n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 juin 2019.

## Modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*

Les modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que les conséquences fiscales des dividendes sont plus directement liées aux événements ou transactions passés qui ont généré des bénéfices distribuables, plutôt que liées aux distributions aux propriétaires. Par conséquent, l'entité doit comptabiliser les conséquences fiscales des dividendes en résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, selon le poste dans lequel elle a comptabilisé ces événements ou transactions passés à l'origine.

La Société a adopté les modifications à l'IAS 12 à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019. Étant donné que les pratiques actuelles de la Société sont conformes à ces modifications, celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 juin 2019.

## Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2019, aucune mise à jour n'a été effectuée au titre des « Modifications futures des méthodes comptables et des estimations » présentées dans notre rapport annuel de 2019.

## Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

### CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 30 juin 2019, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures étaient efficaces en date du 30 juin 2019.

## CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours du trimestre clos le 30 juin 2019 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

## Déclaration de dividende

Le 6 août 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 10 septembre 2019 aux actionnaires inscrits le 30 août 2019.

Le 6 août 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 septembre 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 13 septembre 2019.

Le 6 août 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 septembre 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 13 septembre 2019.

## Risques

La capacité de la Société de maintenir et d'exécuter sa stratégie d'affaires avec succès dépend de la réputation personnelle de ses employés-cadres, de leur jugement, de leur aptitude pour les affaires et de leurs compétences en réalisation de projets. Toute perturbation dans la gestion pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés des clients, et pourrait avoir une incidence considérable sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de la Société sont, en raison de leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, le volume de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de la Société. Un placement dans les actions ordinaires ou privilégiées de la Société comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de la Société. La Société est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque de liquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste, ainsi qu'au risque de taux d'intérêt et au risque d'écart de taux du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. De plus, les activités de la Société au Royaume-Uni sont exposées au risque de marché et au risque de volatilité liés à ce qu'on appelle le « Brexit », soit la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne. Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity dépendent du volume de négociation et de la valeur de l'actif et, par conséquent, du niveau d'activité sur les marchés, du degré de confiance des investisseurs et des cours de marché. Les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement des sociétés émettrices, de sa participation à des mandats de consultation, du succès de ses activités de tenue de marché et de négociation à titre de contrepartiste, ainsi que de la volonté des clients institutionnels de négocier des transactions sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également y avoir un décalage entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de la Société sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, à Hong Kong, en Australie et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour la Société beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de la Société. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs; il permet de financer les activités courantes et futures et d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et il favorise la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation qui régissent l'utilisation de capital réglementaire par les filiales de la Société figure à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités de la Société de l'exercice 2019.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (Bank Secrecy Act) et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (indications du FinCEN) portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le

risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

## Renseignements supplémentaires

---

Un rapport détaillé sur les activités de la Société, ses stratégies, ses objectifs et les risques auxquels elle s'expose figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels audités, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2019 de la Société, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse [www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx](http://www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx), et sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

# Renseignements à l'intention des actionnaires

## Siège social

### ADRESSE DU BUREAU

Groupe Canaccord Genuity Inc.  
609 Granville Street, Suite 2200  
Vancouver, BC, Canada

### ADRESSE POSTALE

Pacific Centre  
609 Granville Street, Suite 2200  
P.O. Box 10337  
Vancouver, BC  
V7Y 1H2, Canada

## Inscription en Bourse

Actions ordinaires :  
Bourse de Toronto : CF

Actions privilégiées :  
Série A (Bourse de Toronto) : CF.PR.A.  
Série C (Bourse de Toronto) : CF.PR.C.

Débitures subordonnées de premier rang non garanties convertibles  
Bourse de Toronto : CF.DA.A

## Site Web de la Société

[www.canaccordgenuity.com](http://www.canaccordgenuity.com)

## Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

### RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000  
Toronto, ON, Canada  
Téléphone : 416.869.7293  
Télécopieur : 416.947.8343  
Courriel : [investor.relations@cgf.com](mailto:investor.relations@cgf.com)

## Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

### Christina Marinoff

Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications  
Téléphone : 416.687.5507  
Courriel : [cmarinoff@cgf.com](mailto:cmarinoff@cgf.com)

Le rapport annuel 2019 de Groupe Canaccord Genuity Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse [www.canaccordgenuitygroup.com](http://www.canaccordgenuitygroup.com). Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

## Date prévue de paiement des dividendes<sup>1</sup> et de publication des résultats pour les quatre prochains trimestres

	Date prévue de publication des résultats	Date de clôture des registres pour actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T2/20	6 novembre 2019	13 septembre 2019	30 septembre 2019	30 août 2019	10 septembre 2019
T3/20	5 février 2020	20 mars 2020	31 mars 2020	28 février 2020	10 mars 2020
T4/20	3 juin 2020	19 juin 2020	30 juin 2020	19 juin 2020	30 juin 2020
T1/21	5 août 2020	18 septembre 2020	30 septembre 2020	28 août 2020	10 septembre 2020

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

## Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

### SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor  
Toronto, ON M5J 2Y1  
Numéro sans frais (Amérique du Nord) : 1.800.564.6253  
International : 514.982.7555  
Télécopieur : 1.866.249.7775  
Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur à l'international : 416.263.9524  
Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)  
Site Web : [www.computershare.com](http://www.computershare.com)

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

## Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse [www.canaccordgenuitygroup.com](http://www.canaccordgenuitygroup.com).

## Auditeur

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Comptables professionnels agréés  
Vancouver (Colombie-Britannique)

## États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 juin 2019	31 mars 2019
<b>ACTIF</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		585 502 \$	820 739 \$
Titres détenus	4	1 416 525	690 499
Créances clients	6, 18	2 636 928	2 656 664
Impôt sur le résultat à recevoir	3	7 473	2 502
<b>Total des actifs courants</b>		<b>4 646 428</b>	<b>4 170 404</b>
Actifs d'impôt différé		17 838	22 117
Placements	7	8 170	6 224
Matériel et aménagements des locaux loués		24 685	25 792
Immobilisations incorporelles	9	171 610	154 521
Goodwill	9	379 678	370 236
Actifs au titre du droit d'utilisation	3	110 087	—
		<b>5 358 496 \$</b>	<b>4 749 294 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Dette bancaire	5	— \$	9 639 \$
Titres vendus à découvert	4	540 668	373 419
Dettes fournisseurs et charges à payer	6, 18	3 481 370	3 123 765
Provisions	20	8 834	18 212
Impôt sur le résultat à payer		5 492	5 415
Dette subordonnée	5, 11	7 500	7 500
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	12	3 324	9 294
Tranche à court terme des obligations locatives	5	22 326	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	5, 8	29 729	—
<b>Total des passifs courants</b>		<b>4 099 243</b>	<b>3 547 244</b>
Passifs d'impôt différé		11 063	7 978
Débetures convertibles	13	127 492	127 225
Contrepartie différée	5, 8	9 653	22 225
Contrepartie éventuelle	5, 8	83 139	108 319
Billet payable	5	5 516	5 832
Autres passifs non courants	5	1 662	1 741
Obligations locatives	5	97 675	—
Emprunt bancaire	12	81 070	50 370
		<b>4 516 513</b>	<b>3 870 934</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Actions privilégiées	14	205 641	205 641
Actions ordinaires	15	691 135	672 896
Composante capitaux propres des débetures convertibles	13	5 156	5 156
Bons de souscription	15	—	1 975
Contrepartie différée		13 091	—
Surplus d'apport		64 653	124 710
Déficit		(235 033)	(237 770)
Cumul des autres éléments du résultat global		95 044	103 755
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>839 687</b>	<b>876 363</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		2 296	1 997
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>841 983</b>	<b>878 360</b>
		<b>5 358 496 \$</b>	<b>4 749 294 \$</b>

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration :

« Daniel Daviau »

DANIEL DAVIAU  
Administrateur

« Terrence A. Lyons »

TERRENCE A. LYONS  
Administrateur

## Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Pour les périodes de trois mois closes les	
		30 juin 2019	30 juin 2018
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>			
Commissions et honoraires		141 792 \$	136 380 \$
Financement de sociétés		84 801	67 521
Honoraires de consultation		53 804	24 914
Négociation à titre de contrepartiste		25 073	30 908
Intérêts		15 185	9 246
Autres		4 853	5 154
		<b>325 508</b>	<b>274 123</b>
<b>CHARGES</b>			
Charge de rémunération		194 908	166 333
Frais de négociation		20 120	18 500
Locaux et matériel		4 784	9 947
Communications et technologie		16 358	15 186
Intérêts		8 111	5 594
Frais d'administration		30 367	23 684
Amortissement		7 936	6 638
Amortissement pour l'actif au titre du droit d'utilisation		5 582	—
Frais de développement		5 209	3 859
Frais de restructuration		—	1 316
Frais connexes aux acquisitions		512	1 173
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	7	269	11
		<b>294 156</b>	<b>252 241 \$</b>
Résultat net avant impôt sur le résultat		31 352	21 882
Impôt sur le résultat			
Exigible		2 751	2 484
Différé		4 311	749
	10	7 062	3 233
<b>Résultat net de la période</b>		<b>24 290 \$</b>	<b>18 649 \$</b>
<b>Résultat net attribuable aux :</b>			
Actionnaires de GCGI		24 205 \$	17 616 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		85 \$	1 033 \$
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)</b>			
De base		100 085	94 363
Après dilution		129 910	117 541
<b>Résultat par action ordinaire</b>			
De base	15	0,22 \$	0,16 \$
Après dilution	15	0,18 \$	0,14 \$
<b>Dividendes par action ordinaire</b>	16	0,05 \$	0,01 \$
<b>Dividendes par action privilégiée de série A</b>	16	0,24 \$	0,24 \$
<b>Dividendes par action privilégiée de série C</b>	16	0,31 \$	0,31 \$

Voir les notes ci-jointes.

## États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités

	Pour les périodes de trois mois closes les	
	30 juin 2019	30 juin 2018
<b>Résultat net de la période</b>	<b>24 290 \$</b>	<b>18 649 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Variation nette des pertes latentes à la conversion des établissements à l'étranger	(7 963)	(12 892)
<b>Résultat global de la période</b>	<b>16 327 \$</b>	<b>5 757 \$</b>
<b>Résultat global attribuable aux :</b>		
Actionnaires de GCGI	15 494 \$	3 769 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	833 \$	1 988 \$

Voir les notes ci-jointes.



## États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Pour les périodes de trois mois closes les	
		30 juin 2019	30 juin 2018
<b>Actions privilégiées au début et à la fin de la période</b>	<b>14</b>	<b>205 641 \$</b>	<b>205 641 \$</b>
Actions ordinaires au début de la période		672 896	649 846
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions		30	233
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(7 403)	(17 160)
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par les fiduciaires pour les avantages du personnel		63 116	30 475
Actions émises en lien avec l'exercice de bons de souscription émis dans le cadre du placement privé		550	—
Actions visées par l'engagement d'achat dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(40 000)	—
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		1 946	271
<b>Actions ordinaires à la fin de la période</b>	<b>15</b>	<b>691 135</b>	<b>663 665</b>
<b>Bons de souscription au début de la période</b>	<b>15</b>	<b>1 975</b>	<b>1 975</b>
Reclassement à titre de passif		(1 975)	—
<b>Bons de souscription à la fin de la période</b>		<b>—</b>	<b>1 975</b>
<b>Débitures convertibles – capitaux propres, au début et à la fin de la période</b>		<b>5 156</b>	<b>2 604</b>
Surplus d'apport au début de la période		124 710	145 426
Paiements fondés sur des actions, montant amorti net des droits acquis		(57 968)	(23 879)
Variation de l'actif d'impôt différé lié aux paiements fondés sur des actions		(143)	73
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(1 946)	(97)
<b>Surplus d'apport à la fin de la période</b>		<b>64 653</b>	<b>121 523</b>
Déficit au début de la période		(237 770)	(277 472)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		24 205	17 616
Dividendes sur actions privilégiées	16	(2 351)	(2 351)
Dividendes sur actions ordinaires	16	(19 117)	(13 119)
<b>Déficit à la fin de la période</b>		<b>(235 033)</b>	<b>(275 326)</b>
Contrepartie différée au début de la période		—	—
Reclassement de la contrepartie différée liée à l'acquisition de Petsky Prunier LLC de passif à capitaux propres		13 091	—
<b>Contrepartie différée à la fin de la période</b>		<b>13 091</b>	<b>—</b>
Cumul des autres éléments du résultat global au début de la période		103 755	113 332
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de GCGI		(8 711)	(13 847)
<b>Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période</b>		<b>95 044</b>	<b>99 485</b>
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>839 687</b>	<b>819 567</b>
Participations ne donnant pas le contrôle au début de la période		1 997	13 571
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		(534)	(300)
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		833	1 988
<b>Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période</b>		<b>2 296</b>	<b>15 259</b>
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>841 983 \$</b>	<b>834 826 \$</b>

Voir les notes ci-jointes.

## Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Pour les périodes de trois mois closes les	
		30 juin 2019	30 juin 2018
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>			
Résultat net de la période		24 290 \$	18 649 \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement		7 936	6 638
Amortissement pour les actifs au titre du droit d'utilisation		5 582	—
Charge d'impôt différé		4 311	749
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	17	7 293	7 890
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	7	269	11
Charge d'intérêts liée aux obligations locatives		1 741	—
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Augmentation des titres détenus		(724 394)	(156 582)
Diminution (augmentation) des créances clients		135 114	(178 950)
Augmentation de l'impôt sur le résultat net à recevoir		(4 516)	(7 591)
Augmentation des titres vendus à découvert		167 249	117 075
Augmentation des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		209 865	100 986
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		<b>(165 260)</b>	<b>(91 125)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
Dette bancaire		(9 639)	14 526
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT		(7 403)	(17 160)
Produit d'un emprunt bancaire		26 318	—
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(19 117)	(13 119)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(2 351)	(2 351)
Paiements de loyer		(5 985)	—
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		<b>(18 177)</b>	<b>(18 104)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(628)	(362)
Acquisition de Thomas Miller, nette de la trésorerie acquise		(27 634)	—
Acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc., nettes de la trésorerie acquise		—	(7 547)
Achat de placements		(498)	—
Participation dans une entreprise associée		(4 000)	—
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		<b>(32 760)</b>	<b>(7 909)</b>
<b>Incidence du change sur les soldes de trésorerie</b>		<b>(19 040)</b>	<b>(6 389)</b>
<b>Diminution de la situation de trésorerie</b>		<b>(235 237)</b>	<b>(123 527)</b>
Situation de trésorerie au début de la période		820 739	862 838
<b>Situation de trésorerie à la fin de la période</b>		<b>585 502 \$</b>	<b>739 311 \$</b>
<b>Information supplémentaire sur les flux de trésorerie</b>			
Intérêts reçus		15 258 \$	10 711 \$
Intérêts payés		5 811 \$	5 120 \$
Impôt sur le résultat payé		8 018 \$	10 515 \$

Voir les notes ci-jointes.

# Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

## NOTE 01 Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la Société ou GCGI), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine et à Dubaï. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 400 – 725 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. Les actions privilégiées de série C de la Société sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de celle-ci sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

## NOTE 02 Base d'établissement

### DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne comprennent pas toute l'information à fournir dans les états financiers annuels et doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2019 et pour l'exercice clos à cette date (les états financiers consolidés du 31 mars 2019) déposés sur SEDAR le 5 juin 2019. Tous les termes définis utilisés dans les présentes sont conformes aux termes définis dans les états financiers consolidés du 31 mars 2019.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus, les titres vendus à découvert, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités le 6 août 2019.

### UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des présents états financiers consolidés exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de la répartition préliminaire du prix d'acquisition, y compris l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier LLC, de McCarthy Taylor Ltd. et de Thomas Miller Wealth Management Limited.

Dans l'analyse ci-après, à moins d'indication contraire, Hargreave Hale Limited est désigné sous le nom de « Hargreave Hale », Petsky Prunier LLC est désigné sous le nom de « Petsky Prunier », McCarthy Taylor Ltd. est désigné sous le nom de « McCarthy Taylor » et Thomas Miller Wealth Management Limited est désigné sous le nom de « Thomas Miller ».

**NOTE 03 Adoption de nouvelles normes et de normes révisées**

Les méthodes comptables utilisées pour la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités cadrent avec celles présentées à la note 5 dans les états financiers consolidés du 31 mars 2019, sauf que la Société a adopté les nouvelles normes comptables présentées ci-après à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019 :

*IFRS 16, Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17). La principale différence réside dans le fait que la comptabilisation par le preneur selon l'IFRS 16 ne distinguera plus les contrats de location simple des contrats de location-financement comme le faisait l'IAS 17, les traitant plutôt, pour la plupart, comme les contrats désignés comme des contrats de location-financement selon l'IAS 17. Selon la nouvelle norme, le preneur est tenu de comptabiliser des actifs et des passifs à l'égard de la plupart des contrats de location, sauf si l'exemption relative avec contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou l'exemption relative aux contrats de location à court terme (dont la durée est de 12 mois ou moins) est appliquée.

Lorsqu'un contrat de location est conforme à la définition qui en est donnée dans l'IFRS 16, une obligation locative liée aux paiements de loyer futurs est comptabilisée à la date de début ainsi qu'un actif non courant qui correspond au droit d'utilisation du bien sous-jacent pendant la durée du contrat de location. Plutôt que d'être inscrits en charges locatives dans les comptes de résultat consolidés, les coûts de location sont comptabilisés sous forme d'amortissement pour l'actif au titre du droit d'utilisation et d'intérêts sur l'obligation locative. L'IFRS 16 a également pour effet d'augmenter les charges sur les premières années du contrat de location (lorsque l'encours de l'obligation locative et, en l'occurrence, la charge d'intérêts sont plus élevés) même si le total des charges et des flux de trésorerie sur la durée du contrat est identique selon l'IFRS 16 et l'IAS 17.

La Société a appliqué les dispositions de l'IFRS 16 à l'égard de l'exercice clos le 31 mars 2020 selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent. La Société a également choisi d'appliquer l'exemption qui lui permet de ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation ni d'obligation locative découlant de ces contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou pour les contrats de location à court terme (dont la durée est de douze mois ou moins). En outre, la Société a appliqué les dispositions transitoires suivantes qui lui permettent de faire ce qui suit :

- Considérer tous les contrats de location venant à terme dans les douze mois suivant la date de transition comme des contrats de location à court terme
- Appliquer un taux d'actualisation unique à tous les contrats de location
- S'appuyer sur les évaluations antérieures de contrats de location déficitaires en vertu de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*
- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre du droit d'utilisation à la date de transition
- Utiliser des connaissances acquises a posteriori pour la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation

Par conséquent, par suite de l'adoption de l'IFRS 16 le 1<sup>er</sup> avril 2019, la Société a comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative d'un montant correspondant pour chaque contrat de location (sous réserve de l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et de l'exemption relative aux contrats de location à court terme décrites précédemment). Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyer attendus avec des actifs au titre du droit d'utilisation reflétant les mêmes valeurs après les ajustements au titre des paiements de loyer effectués d'avance et des contrats de location déficitaires, le cas échéant.

Au 1<sup>er</sup> avril 2019, la Société a comptabilisé les actifs au titre du droit d'utilisation et les obligations locatives correspondantes de respectivement 117,4 millions \$ et 126,2 millions \$ dans les états de la situation financière consolidés.

Pour la période de trois mois close le 30 juin 2019, la Société a comptabilisé une charge d'amortissement liée aux actifs au titre du droit d'utilisation de 5,6 millions \$ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 1,7 million \$.

*Interprétation IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux*

Cette interprétation traite de la comptabilisation des impôts sur le résultat en cas d'incertitude qui influe sur l'application d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Elle ne s'applique pas aux impôts et droits ou taxes qui n'entrent pas dans le champ d'application d'IAS 12, pas plus qu'elle ne spécifie d'exigences relatives aux intérêts et aux pénalités associés aux traitements fiscaux incertains. Cette interprétation répond aux questions suivantes :

- L'entité considère-t-elle les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement?
- Que suppose l'entité relativement au contrôle des traitements fiscaux par l'administration fiscale?
- Comment l'entité détermine-t-elle le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt?
- Comment l'entité tient-elle compte des changements dans les faits et circonstances?

L'entité doit déterminer si elle devrait considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux. L'entité doit appliquer la méthode qui fournit la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

La Société doit exercer un jugement important afin de relever les incertitudes relatives aux traitements fiscaux. Puisque la Société mène ses activités dans un environnement multinational complexe, elle a évalué l'incidence de l'interprétation sur ses états financiers consolidés.

Par suite de l'adoption de l'interprétation le 1<sup>er</sup> avril 2019, la Société a cherché à déterminer si elle détient des positions fiscales incertaines et a déterminé qu'il est probable que ses traitements fiscaux (y compris ceux liés à ses filiales) seront acceptés par les administrations fiscales. L'interprétation n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période de trois mois close le 30 juin 2019.

Modifications à l'IAS 12, Impôts sur le résultat

Les modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que les conséquences fiscales des dividendes sont plus directement liées aux événements ou transactions passés qui ont généré des bénéfices distribuables, plutôt que liées aux distributions aux propriétaires. Par conséquent, l'entité doit comptabiliser les conséquences fiscales des dividendes en résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, selon le poste dans lequel elle a comptabilisé ces événements ou transactions passés à l'origine.

La Société a adopté les modifications à l'IAS 12 à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019. Étant donné que les pratiques actuelles de la Société sont conformes à ces modifications, celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période de trois mois close le 30 juin 2019.

**NOTE 04 Titres détenus et titres vendus à découvert**

	30 juin 2019		31 mars 2019	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	579 848 \$	481 103 \$	364 546 \$	262 720 \$
Actions et débetures convertibles	836 677	59 565	325 953	110 699
	<b>1 416 525 \$</b>	<b>540 668 \$</b>	<b>690 499 \$</b>	<b>373 419 \$</b>

Au 30 juin 2019, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2019 à 2098 (de 2019 à 2098 au 31 mars 2019) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 14,00 % (de 0,00 % à 14,00 % au 31 mars 2019).

**NOTE 05 Instruments financiers**

Au 30 juin 2019 et au 31 mars 2019, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, ainsi que les placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Juste valeur par le biais du résultat net		Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		Coût amorti		Total	
	30 juin 2019	31 mars 2019	30 juin 2019	31 mars 2019	30 juin 2019	31 mars 2019	30 juin 2019	31 mars 2019
<b>Actifs financiers</b>								
Titres détenus	1 409 987 \$	683 920 \$	6 538 \$	6 579 \$	— \$	— \$	1 416 525 \$	690 499 \$
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 432 632	1 498 516	1 432 632	1 498 516
Montants à recevoir des clients	—	—	—	—	619 532	530 933	619 532	530 933
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	—	305 558	328 528	305 558	328 528
Autres créances clients	—	—	—	—	279 206	298 687	279 206	298 687
Placements	4 412	3 993	—	—	—	—	4 412	3 993
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>1 414 399 \$</b>	<b>687 913 \$</b>	<b>6 538 \$</b>	<b>6 579 \$</b>	<b>2 636 928 \$</b>	<b>2 656 664 \$</b>	<b>4 057 865 \$</b>	<b>3 351 156 \$</b>
<b>Passifs financiers</b>								
Titres vendus à découvert	540 668	373 419	—	—	—	—	540 668	373 419
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 796 555	1 166 550	1 796 555	1 166 550
Montants à payer à des clients	—	—	—	—	1 438 024	1 499 390	1 438 024	1 499 390
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	246 791	457 825	246 791	457 825
Dette subordonnée	—	—	—	—	7 500	7 500	7 500	7 500
Débetures convertibles	—	—	—	—	127 492	127 225	127 492	127 225
Contrepartie différée	9 653	22 225	—	—	—	—	9 653	22 225
Contrepartie éventuelle	112 868	108 319	—	—	—	—	112 868	108 319
Billet payable	—	—	—	—	5 516	5 832	5 516	5 832
Autres passifs non courants	—	—	—	—	1 662	1 741	1 662	1 741
Emprunt bancaire	—	—	—	—	84 394	59 664	84 394	59 664
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>663 189 \$</b>	<b>503 963 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>3 707 934 \$</b>	<b>3 325 727 \$</b>	<b>4 371 123 \$</b>	<b>3 829 690 \$</b>

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale.

**HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS**

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – Cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – Techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – Techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Au 30 juin 2019, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	30 juin 2019	Juste valeur estimée		
		30 juin 2019		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<b>Titres détenus</b>				
Titres de créance de sociétés	67 525	—	67 525	—
Titres de créance de gouvernements	512 323	158 877	353 446	—
<b>Titres de créance de sociétés et de gouvernements</b>	<b>579 848</b>	<b>158 877</b>	<b>420 971</b>	<b>—</b>
Actions	835 246	766 153	61 886	7 207
Débiteures convertibles	1 431	—	1 431	—
<b>Actions et débiteures convertibles</b>	<b>836 677</b>	<b>766 153</b>	<b>63 317</b>	<b>7 207</b>
	<b>1 416 525</b>	<b>925 030</b>	<b>484 288</b>	<b>7 207</b>
<b>Placements</b>	<b>4 412</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>4 412</b>
	<b>1 420 937</b>	<b>925 030</b>	<b>484 288</b>	<b>11 619</b>
<b>Titres vendus à découvert</b>				
Titres de créance de sociétés	(4 539)	—	(4 539)	—
Titres de créance de gouvernements	(476 564)	(175 976)	(300 588)	—
<b>Titres de créance de sociétés et de gouvernements</b>	<b>(481 103)</b>	<b>(175 976)</b>	<b>(305 127)</b>	<b>—</b>
Actions	(59 565)	(47 204)	(12 361)	—
Débiteures convertibles	—	—	—	—
<b>Actions et débiteures convertibles</b>	<b>(59 565)</b>	<b>(47 204)</b>	<b>(12 361)</b>	<b>—</b>
	<b>(540 668)</b>	<b>(223 180)</b>	<b>(317 488)</b>	<b>—</b>
<b>Contrepartie différée<sup>1</sup></b>	<b>(9 653)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(9 653)</b>
<b>Contrepartie éventuelle<sup>1</sup></b>	<b>(112 868)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(112 868)</b>
	<b>(663 189)</b>	<b>(223 180)</b>	<b>(317 488)</b>	<b>(122 521)</b>

<sup>1)</sup> La contrepartie éventuelle et la contrepartie différée sont réglées en espèces et le billet payable peut être réglé en totalité ou en partie en actions au gré de la Société. Ils sont classés comme des passifs financiers, les profits ou pertes étant ultérieurement comptabilisés en résultat.

Au 31 mars 2019, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2019	Juste valeur estimée		
		Niveau 1	31 mars 2019	
			Niveau 2	Niveau 3
<b>Titres détenus</b>				
Titres de créance de sociétés	79 642 \$	— \$	79 642 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	284 904	49 946	234 958	—
<b>Titres de créance de sociétés et de gouvernements</b>	<b>364 546</b>	<b>49 946</b>	<b>314 600</b>	<b>—</b>
Actions	325 683	262 641	62 991	51
Débiteures convertibles	270	—	270	—
<b>Actions et débiteures convertibles</b>	<b>325 953</b>	<b>262 641</b>	<b>63 261</b>	<b>51</b>
	690 499	312 587	377 861	51
<b>Placements</b>	<b>3 993</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>3 993</b>
	694 492	312 587	377 861	4 044
<b>Titres vendus à découvert</b>				
Titres de créance de sociétés	(6 613)	—	(6 613)	—
Titres de créance de gouvernements	(256 107)	(54 852)	(201 255)	—
<b>Titres de créance de sociétés et de gouvernements</b>	<b>(262 720)</b>	<b>(54 852)</b>	<b>(207 868)</b>	<b>—</b>
Actions	(110 699)	(94 797)	(15 902)	—
Débiteures convertibles	—	—	—	—
<b>Actions et débiteures convertibles</b>	<b>(110 699)</b>	<b>(94 797)</b>	<b>(15 902)</b>	<b>—</b>
	(373 419)	(149 649)	(223 770)	—
Contrepartie différée	(22 225)	—	—	(22 225)
Contrepartie éventuelle	(108 319)	—	—	(108 319)
	(503 963) \$	(149 649) \$	(223 770) \$	(130 544) \$

### Variation des passifs financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2019	(126 500) \$
Ajout d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller [note 8]	(14 769)
Ajout d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller [note 8]	(1 211)
Achat de placements	498
Paiement d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale	6 549
Reclassement d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier à titre de capitaux propres	13 091
Reclassement des positions de stocks au niveau 3	7 167
Réévaluation de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle	4 273
<b>Solde au 30 juin 2019</b>	<b>(110 902) \$</b>

### ESTIMATION DE LA JUSTE VALEUR

#### i. Instruments financiers de niveau 2

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent également le placement de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 6,5 millions \$ (4,4 millions €) au 30 juin 2019 (6,6 millions \$ au 31 mars 2019 (4,4 millions €)). La juste valeur actuelle est déterminée au moyen d'une approche axée sur le marché. Ce placement est classé comme étant un actif financier évalué à la JVAERG.

#### ii. Instruments financiers de niveau 3

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements détenus à des fins de transaction au 30 juin 2019 s'établissait à 7,2 millions \$ (0,1 million \$ au 31 mars 2019).

Au 30 juin 2019, la Société détenait des placements de 3,9 millions \$ dans Family Office Network et dans Capital Markets Gateway, qui ont été classés comme instruments financiers de niveau 3, étant donné que leur évaluation ne s'appuie pas sur des données observables ou des indicateurs du marché.

Au cours de la période de trois mois close le 30 juin 2019, la Société a également réalisé un placement de 0,5 million \$ dans Castle Ridge Asset Management Ltd, qui a aussi été classé comme instrument financier de niveau 3 (note 7).

Les passifs financiers de niveau 3 comprennent également la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle incluses dans le total du prix des acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier et de Thomas Miller. La juste valeur de ces passifs financiers s'approchait de leur valeur comptable au 30 juin 2019.

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures, bien que la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

#### Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les contrats à terme en cours au 30 juin 2019 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	6,1 \$ US	1,31 \$ (\$ CA/\$ US)	2 juillet 2019	3 \$
Pour acheter des dollars américains	6,0 \$ US	1,38 \$ (\$ CA/\$ US)	2 juillet 2019	(298) \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2019 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	0,2 \$ US	1,34 \$ (\$ CA/\$ US)	1 <sup>er</sup> avril 2019	0 \$
Pour acheter des dollars américains	5,7 \$ US	1,34 \$ (\$ CA/\$ US)	1 <sup>er</sup> avril 2019	(9) \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de l'établissement des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 30 juin 2019, leur échéance moyenne pondérée était de 49 jours (77 jours au 31 mars 2019). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme respectivement au 30 juin 2019 et au 31 mars 2019. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	30 juin 2019			31 mars 2019		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	1 749 \$	1 578 \$	177 320 \$	1 124 \$	1 011 \$	102 052 \$

#### CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 juin 2019, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 1,0 million \$ (position acheteur de 0,1 million \$ au 31 mars 2019).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 juin 2019, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours des États-Unis s'établissait à une position acheteur de 0,4 million \$ (0,3 million \$ US) (néant au 31 mars 2019).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période considérée.

#### PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

	Trésorerie		Titres détenus	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
30 juin 2019	280 741 \$	82 312 \$	109 979 \$	323 905 \$
31 mars 2019	314 448 \$	45 328 \$	66 239 \$	407 561 \$

Les activités de prêt et d'emprunt de titres sont incluses dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer aux états de la situation financière.



**DETTE BANCAIRE**

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 juin 2019, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (9,6 millions \$ au 31 mars 2019 (5,5 millions £)).

**EMPRUNT BANCAIRE**

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ (69,2 millions \$ CA au 30 juin 2019) pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale. Au cours de la période de trois mois close le 30 juin 2019, la Société a contracté un emprunt supplémentaire de 17,0 millions £ (28,3 millions \$) dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller. Au 30 juin 2019, la Société avait un solde impayé de 50,8 millions £ (84,4 millions \$), déduction faite des frais de financement non amortis (34,3 millions £ (59,7 millions \$) au 31 mars 2019). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt portait intérêt au taux annuel de 2,8829 % au 30 juin 2019 (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019).

**AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT**

Compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale et de Thomas Miller, comme il est mentionné précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 638,5 millions \$ (743,6 millions \$ au 31 mars 2019). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 juin 2019, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit (néant au 31 mars 2019).

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) (2,8 millions \$ au 31 mars 2019 (2,1 millions \$ US)) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Au 30 juin 2019 et au 31 mars 2019, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

**NOTE 06 Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer****CRÉANCES CLIENTS**

	30 juin 2019	31 mars 2019
Courtiers en valeurs mobilières	1 432 632 \$	1 498 516 \$
Clients	619 532	530 933
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	305 558	328 528
Autres	279 206	298 687
	<b>2 636 928 \$</b>	<b>2 656 664 \$</b>

**DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER**

	30 juin 2019	31 mars 2019
Courtiers en valeurs mobilières	1 796 555 \$	1 166 550 \$
Clients	1 438 024	1 499 390
Autres	246 791	457 825
	<b>3 481 370 \$</b>	<b>3 123 765 \$</b>

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges des organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,95 % à 8,5 % et de 0,00 % à 0,15 % au 30 juin 2019; respectivement de 6,95 % à 8,50 % et de 0,00 % à 0,95 % au 31 mars 2019).

Au 30 juin 2019, la provision pour créances douteuses était de 4,5 millions \$ (4,2 millions \$ au 31 mars 2019).

**NOTE 07 Placements**

	30 juin 2019	31 mars 2019
Placements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence	3 758 \$	2 231 \$
Placements détenus à la juste valeur par le biais du résultat net	4 412	3 993
	<b>8 170 \$</b>	<b>6 224 \$</b>

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 833 333 unités de catégorie B de Canaccord Genuity Growth Corp. (« CGGC ») pour un montant de 2,5 millions \$ à un prix de 3,00 \$ l'unité. CGGC était une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Le 26 avril 2019, CGGC a annoncé la conclusion d'une transaction admissible avec Columbia Care LLC et CGGC a été renommée « Columbia Care Inc. ». La Société n'est plus réputée exercer une influence notable sur les activités de Columbia Care. Par conséquent, le placement dans Columbia Care est comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN et inclus dans les titres détenus de l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité au 30 juin 2019.

Au cours de la période de trois mois close le 30 juin 2019, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 1 334 001 unités de catégorie B de Canaccord Genuity Growth II Corp (« CGGIC ») à un prix de 3,00 \$ l'unité pour un montant de 4,0 millions \$. CGGIC est une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Chaque unité de catégorie B comprend une action de catégorie B et un bon de souscription.

La Société détient une participation de 23,5 % dans CGGIC et est réputée exercer une influence notable sur les activités de CGGIC. Par conséquent, le placement dans CGGIC est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de la Société au titre de la perte nette de CGGIC pour la période de trois mois close le 30 juin 2019 a été de 0,3 million \$.

Au 30 juin 2019, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait 8 889 actions privilégiées de série A de Family Office Networks Inc. (« FON ») à un prix de 112,50 \$ l'action pour un montant de 1,0 million \$ US (1,3 million \$) (1,0 million \$ US (1,3 million \$) au 31 mars 2019). En outre, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait 579 206 actions privilégiées de série A de Capital Markets Gateway Inc. (« CMG ») à un prix de 3,453 \$ l'action pour un montant de 2,0 millions \$ US (2,6 millions \$) (2,0 millions \$ US (2,7 millions \$) au 31 mars 2019). La Société n'est pas réputée exercer une influence notable sur les activités de FON et de CMG. Par conséquent, les placements dans FON et dans CMG sont comptabilisés comme des actifs financiers évalués à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité au 30 juin 2019.

Au cours de la période de trois mois close le 30 juin 2019, la Société a réalisé un placement de 0,5 million \$ pour 37 actions privilégiées de catégorie C dans Castle Ridge Asset Management Limited (« CRAML »). La Société n'est pas réputée exercer une influence notable sur les activités de CRAML. Par conséquent, le placement dans CRAML est comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité au 30 juin 2019.

**NOTE 08****Regroupement d'entreprises****i) Thomas Miller Wealth Management Limited et Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited**

Le 1<sup>er</sup> mai 2019, la Société a conclu l'acquisition de Thomas Miller Wealth Management Limited et des activités de gestion des placements des particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited (collectivement, « Thomas Miller »). Thomas Miller offre des services de planification financière et de gestion de placements aux particuliers, aux fiducies, aux organismes de bienfaisance et aux sociétés du Royaume-Uni. À la contrepartie initiale en espèces de 18,5 millions £ (32,5 millions \$ CA) s'ajoute une contrepartie éventuelle pouvant atteindre 9,5 millions £ (16,7 millions \$ CA) qui sera payable sur une période de trois ans après la conclusion de l'acquisition et sous réserve de l'atteinte de cibles de rendement fondées sur les produits des activités ordinaires et les actifs des clients. Il y a également une contrepartie différée de 0,7 million £ (1,2 million \$ CA) qui a été payée peu de temps après le 30 juin 2019. Dans le cadre de cette acquisition, un montant supplémentaire de 17,0 millions £ (28,3 millions \$ CA au 30 juin 2019) a été prélevé sur la facilité de crédit bancaire existante de la Société.

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie versée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, est comme suit :

**CONTREPARTIE PAYÉE**

Trésorerie	32 458 \$
Contre partie différée	1 211
Contrepartie éventuelle	14 769
	<hr/>
	48 438 \$

**ACTIF NET ACQUIS**

Trésorerie	4 824 \$
Créances clients	2 764
Autres immobilisations corporelles	1 052
Passifs	(4 877)
Immobilisations incorporelles identifiables	29 033
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(4 089)
Goodwill	19 731
	<hr/>
	48 438 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 29,0 millions \$ ont été comptabilisées et comprennent les relations clients. Le goodwill de 19,7 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

La direction a estimé que la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à cette acquisition peut atteindre 8,4 millions £ (14,8 millions \$ CA) à la date d'acquisition et sera payable sur une période pouvant aller jusqu'à trois ans. La contrepartie éventuelle doit être réglée au comptant et constitue un passif financier, et les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle seront comptabilisées dans le compte de résultat. Le calcul de la juste valeur est fonction des flux de trésorerie actualisés, et l'hypothèse clé qui a une incidence sur la juste valeur concerne la probabilité d'atteinte des mesures de la performance.

Les montants ci-dessus compris dans la répartition du coût d'acquisition sont préliminaires. Le coût d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis de Thomas Miller sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires non audités à partir des informations alors disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à la détermination des immobilisations incorporelles et à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Les montants fondés sur des estimations sont susceptibles de changer au cours de la période de 12 mois suivant la date d'acquisition.

Les frais connexes à l'acquisition engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller ont totalisé 0,3 million \$. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et des coûts salariaux.

Les produits des activités ordinaires et la perte nette affichés par Thomas Miller, y compris les frais connexes à l'acquisition, se sont élevés respectivement à 1,9 million \$ et 0,1 million \$ depuis la date d'acquisition.

Si Thomas Miller avait été consolidée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019 à l'état du résultat consolidé, les produits des activités ordinaires et le résultat net consolidés auraient été respectivement d'environ 327,4 millions \$ et 24,2 millions \$ pour la période de trois mois close 30 juin 2019. Ces chiffres sont fondés sur les résultats historiques qui ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

#### ii) Jitneytrade Inc. et Finlogik Inc.

Le 6 juin 2018, la Société a conclu l'acquisition de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. directement et indirectement par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. (collectivement, « Jitneytrade »). La répartition préliminaire du prix d'acquisition est présentée dans les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2019. La Société a terminé son analyse au cours du trimestre clos le 30 juin 2019 et a conclu que la répartition du prix d'acquisition n'a subi aucune modification.

### NOTE 09

### Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Goodwill	Marques	Relations clients	Technologie	Ententes de non-concurrence	Permis de négociation	Gestion de fonds	Portefeuille de contrats	Baux avantageux	Total
<b>Montant brut</b>										
Solde au 31 mars 2019	692 868 \$	45 508 \$	125 303 \$	35 298 \$	14 153 \$	196 \$	38 985 \$	6 252 \$	561 \$	266 256 \$
Ajouts	19 731	—	29 033	—	—	—	—	—	—	29 033
Change	(10 289)	(11)	(5 524)	(1 417)	—	—	(1 395)	(123)	(10)	(8 480)
Solde au 30 juin 2019	702 310	45 497	148 812	33 881	14 153	196	37 590	6 129	551	286 809
<b>Amortissement et dépréciation cumulés</b>										
Solde au 31 mars 2019	(322 632)	—	(72 587)	(20 688)	(14 153)	(196)	(4 111)	—	—	(111 735)
Amortissement	—	(48)	(4 539)	(549)	—	—	(580)	(1 734)	(56)	(7 506)
Change	—	1	2 534	1 265	—	—	204	37	1	4 042
Solde au 30 juin 2019	(322 632)	(47)	(74 592)	(19 972)	(14 153)	(196)	(4 487)	(1 697)	(55)	(115 199)
<b>Valeur comptable nette</b>										
31 mars 2019	370 236	45 508	52 716	14 610	—	—	34 874	6 252	561	154 521
30 juin 2019	379 678 \$	45 450 \$	74 220 \$	13 909 \$	— \$	— \$	33 103 \$	4 432 \$	496 \$	171 610 \$

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (Genuity), de la participation de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (Canaccord Genuity Australia), de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de Petsky Prunier, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation, le contrat de gestion de fonds, la technologie et la marque acquise grâce à l'acquisition de Petsky Prunier, qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. La marque acquise dans le cadre de l'acquisition de Genuity est considérée comme ayant une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

Par suite de l'acquisition de Thomas Miller, la Société a comptabilisé un goodwill de 19,7 millions \$ et des immobilisations incorporelles identifiables de 29,0 millions \$ liées aux relations clients à la date d'acquisition, qui est amorti sur 14,6 ans (note 8).

**TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES À DURÉE INDÉTERMINÉE**

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été affectées aux unités génératrices de trésorerie (UGT) de la façon suivante :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	30 juin 2019	31 mars 2019	30 juin 2019	31 mars 2019	30 juin 2019	31 mars 2019
<b>UGT de Marchés des capitaux Canaccord Genuity</b>						
Canada	44 930 \$	44 930 \$	101 732 \$	101 732 \$	146 662 \$	146 662 \$
États-Unis (Petsy Prunier)	—	—	103 767	105 682	103 767	105 682
<b>UGT de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</b>						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	89 642	93 870	89 642	93 870
Royaume-Uni et Europe (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni)	—	—	84 537	68 952	84 537	68 952
	<b>44 930 \$</b>	<b>44 930 \$</b>	<b>379 678 \$</b>	<b>370 236 \$</b>	<b>424 608 \$</b>	<b>415 166 \$</b>

Le goodwill qui a déjà été imputé à l'UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.), à l'UGT au Royaume-Uni et en Europe (Hargreave Hale) et à l'UGT au Royaume-Uni et en Europe (McCarthy Taylor) est maintenant combiné au goodwill lié à l'acquisition de Thomas Miller [note 8] et ensemble, ils forment l'UGT de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni). Le changement apporté aux UGT fait état des modifications de processus adoptées par la direction pour surveiller et revoir ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni ainsi que les synergies des diverses activités commerciales maintenant comprises dans l'ensemble du groupe de gestion de patrimoine au Royaume-Uni. Étant donné que la Société gère ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni comme une seule unité d'exploitation, il importe d'imputer le goodwill acquis dans le cadre des acquisitions d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, McCarthy Taylor et de Thomas Miller à une UGT aux fins du test de dépréciation du goodwill.

De plus, le goodwill auparavant affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Genuity) et à (Jitneytrade) a été regroupé en une seule UGT pour faire état de l'intégration des deux secteurs.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Un test de dépréciation intermédiaire du goodwill et d'autres actifs a donc été effectué pour toutes les UGT pertinentes en date du 30 juin 2019.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme elles sont décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT dont la valeur comptable comprend un goodwill en date du 30 juin 2019 sont Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis (Petsy Prunier) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi que Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Royaume-Uni). Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chacune de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % (12,5 % au 31 mars 2019). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisaient un taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés de 5 % pendant la période de projection (5,0 % au 31 mars 2019) ainsi que des estimations à l'égard des marges d'exploitation. Le taux de croissance final utilisé pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis (Petsy Prunier) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi que Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Royaume-Uni) a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2019).

**NOTE 10 Impôt sur le résultat**

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial/étatique combiné du fait des éléments suivants :

	Pour les périodes de trois mois closes les	
	30 juin 2019	30 juin 2018
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 27,0 % (27,0 % à l'exercice 2019)	8 452 \$	5 908 \$
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(711)	(419)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	1 245	522
Paiements fondés sur des actions	(132)	(877)
Autres	1 114	(665)
Utilisation des pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées	(2 906)	(1 236)
Charge d'impôt – exigible et différée	7 062 \$	3 233 \$

**NOTE 11 Dette subordonnée**

	30 juin 2019	31 mars 2019
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel annuel majoré de 4 %, remboursable à vue	7 500 \$	7 500 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM. Au 30 juin 2019 et au 31 mars 2019, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 7,95 % et 7,95 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

**NOTE 12 Emprunt bancaire**

	30 juin 2019	31 mars 2019
Emprunt	85 864 \$	60 326 \$
Moins : frais de financement non amortis	(1 470)	(662)
	84 394	59 664
Tranche à court terme	3 324	9 294
Tranche à long terme	81 070	50 370

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ (69,2 millions \$ CA au 30 juin 2019) pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale. Au cours de la période de trois mois close le 30 juin 2019, la Société a contracté un emprunt supplémentaire de 17,0 millions £ (28,3 millions \$) dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller. Au 30 juin 2019, la Société avait un solde impayé de 50,8 millions £ (84,4 millions \$), déduction faite des frais de financement non amortis (34,3 millions £ (59,7 millions \$) au 31 mars 2019). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt portait intérêt au taux annuel de 2,8829 % au 30 juin 2019 (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019).

**NOTE 13 Débentures convertibles**

	30 juin 2019		31 mars 2019	
	Passif	Capitaux propres	Passif	Capitaux propres
Débentures convertibles	127 492 \$	5 156 \$	127 225 \$	5 156 \$

Les conditions relatives aux débentures convertibles sont présentées à la note 17 des états financiers consolidés du 31 mars 2019.

**NOTE 14** **Actions privilégiées**

	30 juin 2019		31 mars 2019	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	110 818 \$	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C, détenues comme actions autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641 \$	8 433 206	205 641 \$	8 433 206

Les conditions relatives aux actions privilégiées de série A et de série C sont présentées à la note 18 des états financiers consolidés du 31 mars 2019.

**NOTE 15** **Actions ordinaires et bons de souscription**

	30 juin 2019		31 mars 2019	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions ordinaires				
Émises et entièrement libérées	787 676 \$	115 747 558	787 096 \$	115 616 744
Détenues pour prêts-subventions destinés à l'achat d'actions	(1 701)	—	(3 647)	(346)
Détenues dans le cadre du RILT	(54 840)	(9 207 343)	(110 553)	(18 036 064)
Actions visées par l'engagement d'achat dans le cadre de l'offre publique de rachat importante	(40 000)	—	—	—
	691 135 \$	106 540 215	672 896 \$	97 580 334

En raison de l'offre publique de rachat importante (offre) annoncée par la Société le 28 juin 2019 visant le rachat, aux fins d'annulation, de jusqu'à 40,0 millions \$ de ses actions ordinaires, la Société a comptabilisé, au 30 juin 2019, des charges à payer de 40,0 millions \$ ainsi qu'une réduction correspondante au titre du capital social.

	30 juin 2019		31 mars 2019	
	Montant	Nombre de bons de souscription	Montant	Nombre de bons de souscription
Bons de souscription				
Bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	— \$	2 853 655	1 975 \$	3 438 412

Les conditions relatives aux bons de souscription sont présentées dans les états financiers consolidés du 31 mars 2019.

Le 17 juin 2019, à la date d'acquisition des droits relatifs aux bons de souscription, les conditions relatives aux bons de souscription ont été modifiées, entraînant ainsi leur reclassement de capitaux propres à passif évalué à la juste valeur à la date de la modification des bons de souscription. Le passif a été réévalué à la juste valeur le 30 juin 2019, et les variations de la juste valeur ont été comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés. La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux bons de souscription était de 2,0 millions \$ au 30 juin 2019.

**i] AUTORISÉES**

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

## ii] ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2019	115 616 744	787 096 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	3 282	30
Actions émises en lien avec l'exercice de bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	127 532	550
<b>Solde au 30 juin 2019</b>	<b>115 747 558</b>	<b>787 676 \$</b>

## iii] RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les périodes de trois mois closes les	
	30 juin 2019	30 juin 2018
<b>Résultat de base par action ordinaire</b>		
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	24 205 \$	17 616 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(2 351)	(2 351)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	21 854	15 265
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	100 084 773	94 363 223
Résultat de base par action	0,22 \$	0,16 \$
<b>Résultat par action ordinaire après dilution</b>		
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	21 854	15 265
Intérêt sur les débetures convertibles, net d'impôt	1 708	844
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté	23 562	16 109
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	100 084 773	94 363 223
Effet dilutif dans le cadre du RILT (nombre)	13 097 925	13 116 029
Effet dilutif lié aux bons de souscription (nombre)	269 310	802 255
Effet dilutif lié aux options sur actions liées au rendement (nombre)	s. o.	s. o.
Effet dilutif lié au billet payable (nombre)	974 715	s. o.
Effet dilutif lié aux autres régimes de paiements fondés sur des actions (nombre)	—	28 309
Effet dilutif lié aux débetures convertibles (nombre)	13 272 500	9 230 769
Effet dilutif lié à l'acquisition de Petsky Prunier (nombre)	2 210 550	s. o.
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	129 909 773	117 540 585
Résultat par action ordinaire après dilution	0,18 \$	0,14 \$

## NOTE 16

## Dividendes

## DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

La Société a déclaré le dividende sur actions ordinaires suivant pour la période de trois mois close le 30 juin 2019 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
5 juin 2019	2 juillet 2019	0,17 \$	19 677 085 \$

Le 6 août 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 10 septembre 2019 aux actionnaires inscrits le 30 août 2019 (note 21).

## DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

La Société a déclaré les dividendes sur actions privilégiées suivants pour la période de trois mois close le 30 juin 2019 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
5 juin 2019	2 juillet 2019	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$

Le 6 août 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 septembre 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 13 septembre 2019 (note 21).

Le 6 août 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 septembre 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 13 septembre 2019 (note 21).

**NOTE 17 Régimes de paiement fondé sur des actions****i] RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME**

En vertu du régime d'intéressement à long terme (« RILT »), ou le « régime », des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI »), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans, sont attribuées aux participants admissibles. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime sont réglées au moyen d'un transfert d'actions de fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») qui sont financées par la Société, ou certaines de ses filiales, selon le cas, avec de la trésorerie que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

Pour ce qui est des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement, les droits continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. Ces UATI sont passées en charge au cours de la période pendant laquelle les attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Il y a eu 5 256 836 UATI attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de la période close le 30 juin 2019 (4 068 843 UATI le 30 juin 2018). Les fiducies ont acquis 1 236 135 actions ordinaires au cours de la période de trois mois close le 30 juin 2019 (2 175 707 actions ordinaires le 30 juin 2018).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours du trimestre clos le 30 juin 2019 s'est établie à 5,50 \$ (7,10 \$ au 30 juin 2018).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2019	18 364 934
Attributions	5 256 836
UATI dont les droits sont acquis	(10 154 171)
UATI dont les droits ont été retirés	—
<b>Attributions en cours au 30 juin 2019</b>	<b>13 467 599</b>

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2019	18 036 064
Actions acquises	1 236 135
Actions libérées à l'acquisition des droits	(10 064 856)
<b>Actions ordinaires détenues par les fiducies au 30 juin 2019</b>	<b>9 207 343</b>

**ii] UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT**

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019. Le 12 juin 2018, la Société a attribué 877 485 unités aux termes du régime d'UALR. La Société a également attribué 1 844 497 UALR supplémentaires le 6 juin 2019. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR ont été évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UALR était de 16,0 millions \$ au 30 juin 2019 (5,7 millions \$ au 31 mars 2019).

**iii] OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT**

Le 1<sup>er</sup> juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé à l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ l'action. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. Le 12 juin 2019, la Société a attribué 100 000 options selon les mêmes modalités que celles de l'attribution du 14 juin 2018 (y compris une durée de vie de cinq ans à compter du 14 juin 2018). À des fins comptables selon l'IFRS 2, la date d'attribution des options sur actions liées au rendement est le 2 août 2018, soit la date d'approbation du régime d'options sur actions liées au rendement au cours de l'assemblée générale annuelle. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le gain sur le prix d'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice).



Voici un sommaire des options sur actions liées au rendement de la Société au 30 juin 2019 :

	Nombre d'options sur actions liées au rendement	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 mars 2019	6 220 000	6,76 \$
Attribuées	100 000	6,73
Exercées	—	—
Solde au 30 juin 2019	6 320 000	6,76 \$

Comme défini par l'IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions*, l'incidence des conditions de marché, telles qu'un objectif de prix de l'action auquel serait soumise l'acquisition des droits, doit être prise en compte pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement. Le modèle de simulation de Monte Carlo est utilisé pour simuler une fourchette de cours futurs de l'action possible de la Société pour la période allant de la date d'attribution à la date d'échéance des options sur actions liées au rendement. L'objectif de ce modèle est d'employer une approche probabiliste pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement selon l'IFRS 2. Les hypothèses suivantes ont été utilisées avec le modèle de simulation Monte Carlo pour les attributions faites jusqu'à maintenant :

Rendement de l'action	2,16 %
Volatilité prévue	40,92 %
Taux d'intérêt sans risque	2,24 %
Durée de vie prévue	4 ans

La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions liées au rendement attribuées est de 1,93 \$ par option. Pour la période de trois mois close le 30 juin 2019, une charge de rémunération de 0,7 million \$ a été comptabilisée.

Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions liées au rendement de la Société.

#### iv. AUTRES RÉGIMES DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a octroyé une attribution fondée sur des actions à un membre de la haute direction. Les droits seront acquis le 31 mars 2021, acquisition qui peut être reportée au gré du porteur au 31 mars 2022. Une charge de rémunération de 0,2 million \$ a été comptabilisée pour la période de trois mois close le 30 juin 2019 (0,1 million \$ au 31 mars 2019).

#### v. CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les périodes de trois mois closes les	
	30 juin 2019	30 juin 2018
RILT	6 357 \$	8 173 \$
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	—	35
Unités d'actions différées (régérées en trésorerie)	(37)	(318)
Autres régimes de paiements fondés sur des actions	236	—
Options sur actions liées au rendement	737	—
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	7 293 \$	7 890 \$

### NOTE 18 Transactions avec des parties liées

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

	30 juin 2019	31 mars 2019
Créances clients	1 699 \$	837 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 041 \$	942 \$

**NOTE 19** Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï, en Australie et aux États-Unis. Marché des capitaux Canaccord Genuity comprend également les activités dans les Autres établissements à l'étranger, dont Canaccord Genuity Asia.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Marché des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Marché des capitaux Canaccord Genuity, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity, de Jitneytrade et de la participation initiale de 50 % dans Canaccord Genuity Australia et dans Petsky Prunier. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) est attribué aux secteurs Marché des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni). L'amortissement des immobilisations corporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier est attribué au secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

Pour les périodes de trois mois closes les

	30 juin 2019				30 juin 2018			
	Marché des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marché des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Commissions et honoraires	35 858 \$	105 934 \$	— \$	141 792 \$	40 107 \$	96 273 \$	— \$	136 380 \$
Financement de sociétés	69 484	15 317	—	84 801	56 992	10 529	—	67 521
Honoraires de consultation	53 462	342	—	53 804	24 641	273	—	24 914
Négociation à titre de contrepartiste	25 076	(3)	—	25 073	30 894	14	—	30 908
Intérêts	4 935	7 149	3 101	15 185	2 201	4 688	2 357	9 246
Autres	1 208	1 002	2 643	4 853	1 337	799	3 018	5 154
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	156 673	94 461	15 403	266 537	134 461	85 409	13 780	233 650
Amortissement	3 435	4 384	117	7 936	2 063	4 252	323	6 638
Amortissement pour l'actif au titre du droit d'utilisation	3 359	1 380	843	5 582	—	—	—	—
Frais de développement	159	4 967	83	5 209	54	3 768	37	3 859
Charges d'intérêts	3 898	1 442	2 771	8 111	2 704	1 494	1 396	5 594
Frais de restructuration	—	—	—	—	1 316	—	—	1 316
Frais connexes aux acquisitions	177	335	—	512	1 173	—	—	1 173
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	269	269	—	—	11	11
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	22 322	22 772	(13 742)	31 352	14 401	17 653	(10 172)	21 882
Imputations intersectorielles	4 545	4 013	(8 558)	—	4 305	3 347	(7 652)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	17 777 \$	18 759 \$	(5 184) \$	31 352 \$	10 096 \$	14 306 \$	(2 520) \$	21 882 \$

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe (y compris Dubaï), en Australie et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent nos activités en Asie. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les périodes de trois mois closes les	
	30 juin 2019	30 juin 2018
Canada	127 335 \$	97 388 \$
Royaume-Uni et Europe (y compris Dubaï)	94 329	87 578
États-Unis	94 646	76 848
Australie	9 217	12 331
Autres établissements à l'étranger	(19)	(22)
	<b>325 508 \$</b>	<b>274 123 \$</b>

**NOTE 20****Provisions et éventualités****PROVISIONS**

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours de la période de trois mois close le 30 juin 2019 :

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
<b>Solde au 31 mars 2019</b>	<b>5 671 \$</b>	<b>12 541 \$</b>	<b>18 212 \$</b>
<b>Ajouts</b>	<b>1 014</b>	<b>—</b>	<b>1 014</b>
<b>Utilisées</b>	<b>(1 300)</b>	<b>(9 092)</b>	<b>(10 392)</b>
<b>Solde au 30 juin 2019</b>	<b>5 385 \$</b>	<b>3 449 \$</b>	<b>8 834 \$</b>

**ENGAGEMENTS, PROCÉDURES DE LITIGE ET PASSIF ÉVENTUEL**

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 30 juin 2019, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des affaires, lesquelles, en date du 30 juin 2019, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

Il n'y a pas eu de changements supplémentaires aux engagements ni aux éventualités de la Société par rapport à ceux présentés aux notes 26 et 27 de ses états financiers consolidés audités au 31 mars 2019, à l'exception de ce qui suit.

Une déclaration de responsabilité a été prononcée dans le cadre d'une poursuite engagée contre Collins Stewart (C.I.) Limited, maintenant connue sous le nom de Canaccord Genuity Wealth (International) Limited (CGWIL), découlant d'une convention de non-concurrence conclue avec l'un de ses clients avant que CGWIL ne devienne une filiale de la Société en 2012. Les procédures visant à déterminer le montant des dommages-intérêts sont en cours, et la Société entend se défendre vigoureusement. En date des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités, il est impossible de déterminer l'issue probable de cette poursuite et il est impossible d'estimer le montant des dommages-intérêts de façon raisonnable.

La Société est visée par certaines allégations en ce qui a trait à la vente au Royaume-Uni par une société absorbée de certains produits de gestion de patrimoine conventionnels fiscalement avantageux relatifs à un partenariat cinématographique, les conséquences pourraient s'avérer importantes si ces allégations sont fondées, si des allégations additionnelles sont effectuées ou si les hypothèses utilisées par la Société pour déterminer que le cas n'est ni probable ni estimable changent au cours des périodes ultérieures.

Bien que la Société soit décidée à se défendre vigoureusement si la cause est entendue, si des allégations additionnelles sont effectuées, et si elle estime que de telles allégations sont ou pourraient être sans fondement, la Société peut être tenue de comptabiliser une provision si l'issue est défavorable, ce qui aurait pour effet de nuire à sa situation financière. L'estimation du montant total de l'investissement des clients de la Société qui ont des accords moratoires à l'égard de ces produits, et pour lesquels l'information est disponible, s'élève à 10,0 millions \$ (6,0 millions £). Le total du montant d'impôt initialement reporté réalisé par les clients de la Société qui ont des accords moratoires à l'égard de ces produits, lorsqu'ils les ont achetés entre 2006 et 2009, est estimé à 14,8 millions \$ (8,9 millions £).

L'application conformément aux annonces du HMRC, l'issue de certaines procédures judiciaires portant sur l'imposition de produits similaires vendus par d'autres conseillers financiers et les règlements conclus avec le HMRC par certains investisseurs pourraient se traduire par un montant d'impôt à payer

supérieur au montant d'impôt initialement reporté pour les acheteurs de ces produits. En date des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités, deux protocoles préjudiciaires avaient été transmis par certains clients, protocoles réfutés par la Société. Après le 30 juin 2019, des procédures de poursuites civiles ont été engagées dans le cadre d'un de ces protocoles préjudiciaires. Les impôts latents des clients qui sont partie à ces protocoles préjudiciaires en cours et à ces procédures de poursuites civiles engagées, lesquels sont en excès du montant d'impôt initialement reporté, sont évalués à environ 17,8 millions \$ (10,7 millions £), exclusion faite des autres coûts éventuels (par exemple, l'intérêt). En ce qui concerne les clients qui ne sont pas partie à des protocoles préjudiciaires, dans les cas où nous estimons que le délai de prescription pour exercer un recours a été respecté, les impôts latents en excès du montant d'impôt initialement reporté sont, quant à eux, évalués à 5,0 millions \$ (3,0 millions £).

À la date des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités, il est impossible de déterminer l'issue probable des mesures d'application de la loi prises par le HMRC à l'égard de cette affaire ainsi que la probabilité que la Société subisse une perte, ou le montant d'une telle perte, relativement aux réclamations effectuées ou déposées contre elle ou qui pourraient être déposées contre elle.

**NOTE 21****Événements postérieurs à la date de clôture****i. DIVIDENDES**

Le 6 août 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 10 septembre 2019 aux actionnaires inscrits le 30 août 2019 (note 16).

Le 6 août 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 septembre aux actionnaires inscrits le 13 septembre 2019 ainsi qu'un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 septembre 2019 aux actionnaires inscrits le 13 septembre 2019 (note 16).

**ii. OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT IMPORTANTE**

Le 3 juillet 2019, la Société a annoncé les modalités de l'offre publique de rachat importante annoncée précédemment visant le rachat de ses actions ordinaires, aux fins d'annulation, jusqu'à concurrence d'un prix de 40,0 millions \$. L'offre a débuté le 3 juillet 2019 et expirera le 9 août 2019, à moins qu'elle ne soit prolongée ou retirée. La Société réalise l'offre selon le mécanisme de la vente aux enchères au rabais modifiée qui permettra aux actionnaires souhaitant y prendre part de déterminer individuellement le prix auquel ils sont disposés à vendre leurs actions ordinaires, lequel soit se situer dans une fourchette d'au moins 5,50 \$ et d'au plus 6,30 \$ l'action ordinaire (par tranche de 0,10 \$ l'action ordinaire).